

Critique Communiste

revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IV^e Internationale)

n° 53

juin 86 / 14f

Sommaire

JUIN 86

**Trotsky et les trotskystes
face au Front populaire**



**Marceau Pivert
et la « gauche révolutionnaire »
Itinéraires...**



Une alternative à la crise



Correspondance entre Lutte ouvrière et la LCR



Parlons chanson

**JUIN 36
JUIN 86**



LE DEVOIR DE MEMOIRE

Morose cinquantième anniversaire du Front populaire ! Pas question, bien sûr, d'attendre de la droite revenue aux affaires qu'elle commémore cet autre souvenir de la gauche au gouvernement. Ses soucis : licencier, privatiser, sécuriser... Au moment où elle se hâte de tourner pour de bon la page ouverte en 1981, loin d'elle l'humour ou l'élégance qui consisterait, en un saisissant flash-back, à rappeler cette autre page tournée à la fin des années trente ! Et ce qu'il en couta... Le Parti socialiste et le Parti communiste, eux, se sont toujours dits fort attachés au Front populaire. Sans craindre de prendre de grandes libertés avec l'histoire, n'en ont-ils pas fait des décennies durant un mythe mobilisateur ? Leur discrétion présente laisse entendre que celui-ci n'est plus de mode. L'un et l'autre, pour des raisons différentes, ne tiennent pas à raviver certaines braises. Rappelons-nous la formidable poussée unitaire qui, dans les rangs du prolétariat, répondit à l'émeute fasciste et à la montée des périls. Souvenons-nous de l'extraordinaire élan de Juin 36 qui souleva les femmes et les hommes de ce pays et leur fit occuper les usines. Ce sont là, aujourd'hui, des images qui n'ont rien perdu de leur fraîcheur printanière. Elles sont une insulte à tous ceux qui, sans cesse, ressassent les mêmes vieilleries : l'impossibilité de changer la vie !

En ce mois de juin 1986, après une nouvelle et amère démonstration que la collaboration de classes ne peut conduire qu'à l'échec, à l'heure où il faut recomposer les forces pour les nouveaux combats qui n'attendent pas, ressourçons-nous à cette grande expérience de la classe ouvrière française. Célébrons 36 : pas le 36 du Front populaire et de ses trahisons, celui de la grève générale ! Il y a là une inépuisable réserve de connaissances, où accroître notre compréhension du passé par les bilans du présent, où enrichir notre appréhension de l'actualité par les leçons d'hier... Renouons avec les espoirs qui permirent de croire que tout était possible. Retrouvons les colères de ceux qui se découvrirent grugés et vécurent l'ignominieuse trahison de la révolution espagnole.

Voyage rétrospectif, non pour fuir le présent, mais le mieux comprendre et davantage tremper notre volonté de combat. C'est pourquoi, dans ce numéro consacré à Juin 36, nous mettons l'accent sur une dimension bien spécifique : les courants de gauche. Afin de s'interroger sur ce qui, au sein même des éléments d'avant-garde, a pu gêner le plein déploiement de l'élan du possible, l'épanouissement de toutes les potentialités dont il était porteur... Une façon de feuilleter les pages du passé pour y chercher les signes de l'avenir.

Trotsky et les trotskystes face au Front populaire

Antoine ARTOUS

LES grandes lignes de l'orientation défendue par Trotsky et ses partisans français face au Front populaire sont en général connues. Elles ont été défendues par plusieurs générations de militants comme un « modèle » de politique révolutionnaire et ont nourri les polémiques avec les réformistes et les staliens. Dans de nombreux débats, la référence à ces analyses a servi de point d'appui à l'argumentation, voire de grille de lecture de la réalité.

Pourtant, paradoxalement, il n'existe quasiment pas d'étude de fond quant au détail de cette orientation¹. Etudes et contributions sur le sujet se limitent souvent à un simple rappel des « grandes lignes », et empruntent tel exemple ou telle citation pour justifier le bien-fondé de l'argumentation. Mais les problèmes rencontrés par Trotsky dans l'élaboration de cette orientation, les hésitations, les difficultés de mise en œuvre, voire les contradictions, sont rarement traités.

Attitude aisément explicable de la part d'auteurs qui sont d'abord des militants et non des historiens. Pourtant, relativiser l'histoire réelle peut amener à construire

des « modèles » qui occultent la dimension concrète de l'orientation politique. Le risque étant de produire une référence mythique qui tout à la fois dissout le passé et masque le présent.

L'objet de cet article n'est pas de combler ce vide en proposant un traitement systématique de la politique de Trotsky face au Front populaire. Nous ne reviendrons pas, en effet, sur les argumentations fondamentales : tactique en direction des couches moyennes, refus de l'alliance avec les partis bourgeois, politique de front unique, articulation entre combat antifasciste, défense de la démocratie et lutte pour le socialisme.... Il s'agit de se limiter à quelques questions, nous ne dirons rien par exemple de celle des milices ouvrières, pour, à travers elles, étudier les contradictions et difficultés rencontrées dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une orientation politique qui ne saurait se borner à la seule défense d'axes programmatiques généraux.

Alors que le PCF en est toujours à la « troisième période » et dénonce la SFIO comme « social-fasciste », les trotskystes français regroupés dans la Ligue commu-

Dans une usine occupée...



niste militent activement pour le front unique. Malgré leur petit nombre, ils rencontrent un écho réel, d'autant qu'au sein du PCF et de la SFIO existent des courants qui agissent dans le même sens. Après les émeutes du 6 février 1934, la pression de la base pour l'unité s'amplifie. Le 27 juillet, face au gouvernement Doumergue et aux menaces fascistes, le PC et la SFIO concluent un pacte d'unité d'action. Confrontés à ce tournant, Trotsky et ses partisans précisent leur politique : « *Ce n'est pas nous qui nions l'importance du front unique. Nous l'exigeons alors que les chefs des deux partis étaient contre lui. Le front unique ouvre d'énormes possibilités. Mais rien de plus. En lui-même, le front unique ne décide de rien* »².

L'accent est alors systématiquement mis sur le contenu de l'unité : programme, formes d'organisation à la base, lutte pour le pouvoir, mobilisation et grève générale. Ces thèmes vont devenir centraux dans l'agitation trotskyste et s'élargiront à la dénonciation de l'alliance avec le Parti radical qui, un an plus tard, va se réaliser (juin 1935) dans le Front populaire.

« Pour l'assemblée unique »

La Vérité du 3 août 1934 titre : « *Préparons la grève générale pour chasser le gouvernement Doumergue et instaurer une assemblée unique* »³. La grève générale est à l'époque un axe constant. Il sera renforcé après les explosions de Brest et de Toulon en juillet 1935. L'assemblée unique est un mot d'ordre central du *Programme d'action*⁴ que vient de sortir la Ligue communiste : « *Tant que la majorité de la classe ouvrière reste sur la base de la démocratie bourgeoise, nous sommes prêts à la défendre de toutes nos forces contre les attaques violentes de la bourgeoisie bonapartiste et fasciste. Mais nous exigeons de nos frères de classe qui se réclament du socialisme "démocratique", qu'ils soient fidèles à eux-mêmes, qu'ils s'inspirent des idées et des méthodes non de la III^e République, mais de la Convention. A bas le Sénat, chambre élue au suffrage restreint et qui rend illusoires les pouvoirs du suffrage universel ! A bas la présidence de la République, qui sert de point de concentration occulte à toutes les forces du militarisme et de la réaction !*

« *Une assemblée unique doit concentrer le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Les membres en seraient élus pour deux ans au suffrage universel, depuis l'âge de dix-huit ans, sans distinction de sexe ni de nationalité. Les députés seraient élus sur la base d'assemblées locales, constamment révocables par leurs mandants et recevraient, pendant le temps de leur mandat, le traitement d'un ouvrier qualifié.* »

Cette perspective de l'assemblée unique n'est pas le fruit de l'imagination des trotskystes français. Dans un texte de novembre 1933, Trotsky la présente comme une réponse générale nécessaire en Europe, produit non pas par une « *régénération sérieuse et durable du réformisme* », mais par le résultat « *de dix années de politique criminelle de l'Internationale communiste stalinisée [qui fait que] dans certains pays, le prolétariat est devenu victime sans défense du fascisme, dans d'autres, il est rejeté en arrière sur les positions du réformisme* ». Trotsky polémique ensuite contre « *la négation pure et simple des mots d'ordre démocratiques* », à laquelle à cette époque précèdent les stalinien³.

C'est pourquoi, on le sait, dans des pays comme l'Allemagne et l'Italie fascistes, Trotsky défend la pers-

pective d'une « Constituante ». Toutefois, pour un pays comme la France, la situation est différente puisqu'il s'agit d'une république parlementaire somme toute classique. C'est pourquoi la référence que fait Trotsky, toujours dans ce texte de 1933, à l'exemple des bolcheviks qui ont maintenu jusqu'en 1917 la bataille pour la Constituante en Russie est quelque peu forcée.

Un Etat démocratique fort

Quoi qu'il en soit, Trotsky veut ainsi s'adresser aux travailleurs encore influencés par la social-démocratie : « *Nous exigeons que la lutte pour la démocratie, vous la meniez non en paroles mais en actes (...) Obligez donc votre parti à ouvrir une lutte véritable pour un Etat démocratique fort. [Il faut] concentrer tous les pouvoirs législatifs et exécutifs entre les mains d'une chambre unique.* » C'est dans ce cadre que Trotsky avance une perspective gouvernementale : « *Nous ne pourrions certes endosser des responsabilités pour ce gouvernement social-démocrate, mais nous vous aiderions honnêtement à lutter pour lui ; avec vous nous repousserions toutes les attaques de la réaction bourgeoise. Plus encore, nous nous engagerions devant vous à ne pas entreprendre d'actions révolutionnaires qui sortiraient des limites de la démocratie – de la véritable démocratie – tant que la majorité des ouvriers ne serait pas placée consciemment du côté de la dictature révolutionnaire.* »

A nouveau, dans son argumentation, Trotsky fait référence à l'exemple russe : « *Le mot d'ordre principal des bolcheviks, "tout le pouvoir aux soviets", signifiait, d'avril à septembre, tout le pouvoir aux sociaux-démocrates (mencheviks et socialistes-révolutionnaires).* » L'analogie est ici encore un peu forcée : les soviets constituaient un nouveau pouvoir prolétarien naissant et non les organes d'un « Etat démocratique fort ». De plus, comme Trotsky lui-même l'indique, le mot d'ordre des bolcheviks « *A bas les ministres capitalistes* » était un mot d'ordre en négatif, l'exigence de la rupture d'une coalition, et non une bataille en positif, pour un gouvernement socialistes-révolutionnaires-mencheviks. La nuance est importante. Le problème n'est pas de savoir si Trotsky a tort ou raison, mais de souligner que, par rapport à la Révolution russe, il « innove ». En avançant en positif un mot d'ordre de gouvernement, articulé à une forme de pouvoir démocratique, qui reste bourgeois, et ce dans un pays où existe une république parlementaire. D'ailleurs, le *Programme d'action* français laisse transparaître une difficulté : « *L'assemblée unique* » qui est proposée mélange une forme de pouvoir démocratique-bourgeois et des traits de pouvoir prolétariens : « *Les députés seraient élus sur la base d'assemblées locales, constamment révocables par leurs mandants et recevraient, pendant le temps de leur mandat, le traitement d'un ouvrier qualifié.* » C'est une problématique que, dans d'autres textes, Trotsky pourfend avec la plus grande vigueur⁶ !

Nous avons vu que Trotsky et le *Programme d'action* de 1934 avançaient cette perspective « *d'assemblée unique* » par rapport aux travailleurs influencés par la social-démocratie. Mais dans l'article de *la Vérité* que nous avons cité, comme dans d'autres, c'est d'abord en fonction des radicaux que cette perspective est abordée : « *L'idée d'une Constituante, d'une Convention est dans l'air. Des radicaux la répandent, d'autres représentants de tendance petite-bourgeoise aussi.* » Cela est significatif



Saint-Ouen, juin 1936 : on occupe !

d'une certaine difficulté à argumenter le mot d'ordre, mais aussi des pressions qui vont s'exercer sur les trotskystes au moment de la signature du pacte de front populaire. Nous y reviendrons.

Cette perspective de l'assemblée unique va rapidement disparaître des perspectives trotskystes. D'ailleurs, elle ne sera pas, dans les années qui suivent, une préoccupation portée par des secteurs de masse. Par contre, la lutte contre le Sénat, voire sa dissolution, seront à l'ordre du jour en permanence. La fédération de Paris de la SFIO organisera une manifestation contre cette assemblée qui, durant toute l'expérience du Front populaire, constitue un point d'appui important de la bourgeoisie dans la lutte contre le gouvernement Blum.

« Un gouvernement socialiste-communiste »

Dès octobre 1934, Trotsky, dans son fameux article « *Où va la France* », traite de façon radicalement différente la perspective de la lutte pour le pouvoir : « *De cette situation, il faut tirer toutes les conséquences. La première et la plus importante est qu'il faut lutter pour le pouvoir. Le but du front unique des partis socialiste et communiste ne peut être qu'un gouvernement de ce front, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin*⁷. » La rupture est double par rapport au *Programme d'action* qui a été publié quelques mois plus tôt. D'une part, la direction de l'assemblée unique disparaît et c'est le mot d'ordre de gouvernement qui

devient central. Ensuite ce mot d'ordre inclut le Parti communiste.

On explique parfois que Trotsky ne fait finalement que reprendre la perspective du « *gouvernement ouvrier* » élaborée lors des III^e et IV^e Congrès de l'Internationale communiste et du tournant sur le front unique. Lui-même n'a-t-il pas argumenté sur un gouvernement PC-SFIO dans un texte de novembre 1922⁸ ? Il y a pourtant une différence fondamentale. A l'époque, l'Internationale communiste traite le gouvernement ouvrier comme l'aboutissement d'une politique menée par des partis communistes de masse et révolutionnaires et se situe dans la perspective d'une participation des communistes à un tel gouvernement. Participation qui, avec la mobilisation des masses et le programme sur lequel se constitue ce gouvernement, est la garantie de la dynamique transitoire, anticapitaliste, d'un tel gouvernement.

Or, pour Trotsky, en 1934, ni la SFIO ni le PC ne sont des partis révolutionnaires et, au regard des critères du IV^e Congrès de l'Internationale communiste, un « *gouvernement Blum-Cachin* » ne saurait être qu'un de ces « *faux gouvernements ouvriers* » dont les communistes doivent « *démasquer impitoyablement devant les masses le véritable caractère*⁹ ». Au sein de l'Internationale communiste des années vingt, la perspective du « *gouvernement ouvrier* » avait déjà suscité d'importants débats et son maniement s'était avéré très délicat. On imagine aisément que les problèmes soulevés en 1934 sont tout aussi complexes, davantage peut-être, puisqu'il s'agit d'exiger le pouvoir pour les « *directions traîtres* » dans une période où n'existent pas de soviets.

Début 1934, Trotsky avait proposé la même démarche à propos de la Belgique. Constatant que la social-démocratie belge domine totalement le mouvement ouvrier (la section du Komintern était « *insignifiante et l'aile révolutionnaire très faible* »), il défendait l'idée d'« *un gouvernement social-démocrate* ». Il expliquait en même temps qu'il ne fallait avoir aucune illusion sur le fait qu'un tel gouvernement « *serait capable de jouer quelque rôle positif que ce soit dans le remplacement du capitalisme* ». Il précisait : « *Le mot d'ordre du gouvernement social-démocrate est ainsi calculé non pour quelque conjoncture exceptionnelle, mais pour une période politique plus ou moins longue. Nous ne pourrions abandonner ce mot d'ordre que si la social-démocratie, avant son arrivée au pouvoir, commençait à s'affaiblir considérablement, à perdre son influence au profit d'un parti révolutionnaire*¹⁰. »

Le mot d'ordre de gouvernement Blum-Cachin est parfois présenté comme le *nec plus ultra* de la politique trotskyste de l'époque. Interprétation doublement fautive. D'une part, il s'agit simplement, comme nous allons le voir, d'un axe parmi d'autres, tout aussi importants. D'autre part, cette présentation est typique d'une « *lecture interprétative* » des textes pour le besoin du débat politique. On ne trouve pas chez Trotsky une seconde fois ce mot d'ordre. Ainsi, dans un article aussi important que « *Encore une fois où va la France* » (mars 1935) qui est centré sur la question de la lutte pour le pouvoir, ce mot d'ordre n'apparaît pas. Dans cet article Trotsky argumente sur la dimension stratégique de la grève générale, qui « *pose inévitablement devant toutes les classes de la nation : qui va être maître de la maison ?* », sans tracer une perspective politique plus concrète.

Quant au texte des trotskystes français, sauf à de rares exceptions près, il se contente de parler de « *gouvernement ouvrier et paysan* ». Est-ce dire que, lorsque se

constitue le Front populaire en juillet 1935, la lutte contre l'alliance avec les radicaux traite en fait de la même question ? C'est en partie vrai. Mais ne résout pas le problème : la bataille pour la rupture avec les radicaux peut s'articuler avec une perspective très propagandiste de « gouvernement ouvrier et paysan », contournant quelque peu la bataille politique concrète vis-à-vis des réformistes et des stalinien. Surtout lorsque le Front populaire sera au pouvoir.

En fait, outre les problèmes particuliers qu'il rencontre avec ses partisans français. Trotsky est en train d'élaborer une orientation qui n'est pas encore systématisée sur tous les points. Ce qui ne sera fait que dans le *Programme de transition*, avec toutes les difficultés que l'on sait quant à l'interprétation de la question du gouvernement ouvrier et paysan.

« Un programme de révolution »

Pour Trotsky, la bataille pour « un programme de révolution » est tout aussi importante que la question du gouvernement socialiste-communiste. « *La campagne de front unique doit s'appuyer sur un programme de transition bien élaboré, c'est-à-dire sur un système de mesures qui, avec un gouvernement ouvrier et paysan, doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme.* » Trotsky parle donc ici de « *gouvernement ouvrier et paysan* » et non de « *ministère Blum-Cachin* ». Cette nuance a-t-elle un sens ? Trotsky veut-il indiquer une différence entre d'une part, la bataille pour un gouvernement de la SFIO et du PC et, d'autre part, celle pour un gouvernement ouvrier et paysan en invitant à les distinguer soigneusement ? Ou bien ce « *système de mesures* », ce « *programme de transition* », doit-on aussi l'exiger de la part du « *ministère Blum-Cachin* » ? Problème qui fera discuter des générations de trotskystes ! Il y a bien un problème réel que, plus tard, les formulations du *Programme de transition* ne règlent pas. Ce qui est sûr c'est l'importance que Trotsky accorde à cette bataille programmatique. Elle n'est pas de l'ordre d'une simple activité propagandiste, la question du gouvernement socialiste-communiste relevant, elle, de l'agitation. Plus décisive encore est la façon dont Trotsky propose d'avancer les éléments clés de ce programme d'un gouvernement ouvrier.

Il existe en France, autour de Jouhaux, dirigeant de la CGT, comme en Belgique avec De Man, l'idée de répondre à la crise par « un plan ». Celui-ci prévoyant entre autres la nationalisation du crédit et de secteurs clés de l'industrie. Trotsky écrit : « *Jouhaux a emprunté l'idée du plan à De Man. Chez l'un comme l'autre, l'objectif est le même : masquer le dernier krach du réformisme et inspirer au prolétariat de nouveaux espoirs, afin de le détourner de la révolution. Ni De Man, ni Jouhaux n'ont inventé leurs "plans". Ils ont tout simplement pris les revendications fondamentales du programme marxiste de transition, la nationalisation des banques et des industries clés, ont jeté par-dessus bord la lutte de classes et, à la place de l'expropriation révolutionnaire des expropriateurs, ont mis une opération financière de rachat*¹². »

Trotsky explique pourtant qu'il faut mener une bataille en faveur de ce plan, de sa prise en charge. Face à la crise et lié au mouvement de masse, « *le plan, lancé pour détourner les ouvriers de "mauvaises pensées", peut devenir le drapeau du mouvement révolutionnaire* ». Il

veut ainsi jouer des contradictions qui apparaissent dans les négociations du programme du Front populaire. Les radicaux et le PC veulent un programme minimal, un court moment la SFIO hésite (ou fait semblant) puis propose un programme plus radical. Jouhaux, lui, parle de se battre pour que le plan de la CGT devienne celui du Front populaire.

Trotsky revient systématiquement sur cette démarche par rapport au plan de la CGT. Dans l'intervention qu'il écrit pour un délégué de l'Isère, à l'occasion du comité confédéral national des 18 et 19 mars 1935, il s'appuie sur le plan pour argumenter la nécessité d'un programme transitoire¹³. Critiquant les propositions de rachat, la vision « bureaucratique » du contrôle ouvrier, il conclut : « *Il faut le remanier, il faut s'adresser directement aux salariés et aux exploités, il faut tenir un langage clair et ferme, il faut transformer le plan en un programme d'action du prolétariat.* » Simple pédagogie ? Plutôt une démarche politique bien précise dont il ne faut sous-estimer ni l'importance ni la nouveauté. Deux exemples vont le montrer. Le *Programme d'action* de 1934 parlait de « *nationalisations* » (sans rachat bien sûr). C'est en partie nouveau. Certes, Lénine, dans « *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* », avançait l'idée de nationalisation. Mais dans les années trente, les PC, en pleine phase ultra-gauche, s'opposaient à ce mot d'ordre jugé réformiste. Et lorsqu'on remonte aux années vingt, force est de constater que l'Internationale communiste, si elle parle de contrôle ouvrier, écrit : « *Revendiquer la socialisation ou la nationalisation des plus importantes branches d'industrie, comme le font les partis centristes, c'est encore tromper les masses populaires*¹⁴. » Il s'agit pourtant du III^e Congrès, qui amorce une « démarche transitoire ».

Il faut reconnaître que la démarche qu'adopte Trotsky en 1935 n'est pas exactement la même que celle qu'il préconisait en juillet 1920 : « *C'est de cette minorité syndicaliste [de la CGT] qu'est sortie l'idée de la grève générale conçue comme le moyen d'imposer la nationalisation des chemins de fer. Le programme de nationalisation mis en avant, d'accord avec les réformistes, comme un mot d'ordre de collaboration avec les classes bourgeoises, s'oppose dans son essence en tant que mot d'ordre intéressant toute la nation, au pur programme de classe qui ne saurait être que l'expropriation révolutionnaire par la classe ouvrière des capitaux des chemins de fer et autres entreprises*¹⁵. »

« Le Front populaire au pouvoir » ?

Au fur et à mesure que l'unité d'action entre la SFIO et le PC s'ouvre vers les radicaux pour déboucher sur le Front populaire, c'est à un tout autre débat que se trouve confronté Trotsky. Une partie importante des trotskystes français hésite de plus en plus à s'opposer frontalement à cette alliance et l'on entend des voix au secrétariat international qui expliquent : « *Le Front populaire est le seul mouvement réel actuel, il existe, on ne peut le combattre. Il faut se mettre sur la base du Front populaire pour le transformer par une critique vigoureuse (...)* Il faut développer, continuer le mouvement, le pousser sous le mot d'ordre : *Le Front populaire au pouvoir*¹⁶ ! » On voit que l'idée d'un Front populaire de combat, comme vont dire les pivertistes de la SFIO, existe parmi les trotskystes.

Trotsky, lui, s'oppose radicalement à une telle démarche : « L'expérience gouvernementale des réformistes et des staliniens est à faire. L'expérience radicale est faite. Identifier ou même rapprocher les deux mots d'ordre : "gouvernement ouvrier socialiste-communiste" (gouvernement de front unique), gouvernement ouvrier et paysan, etc. et le gouvernement du Front populaire, les radicaux y compris, serait absolument fatal¹⁷. »

Face à certains de ses partisans qui, pour justifier leur position, mettent en avant la nécessité pour les masses de faire l'expérience des radicaux, Trotsky répond sur ce même terrain. Comme il le fera dans plusieurs de ses textes, Trotsky explique que c'est du point de vue de l'expérience des masses qu'il faut différencier absolument gouvernement de front unique et gouvernement de front populaire.

Un militant français qui, par ailleurs, défend la position de Trotsky, ayant écrit dans la *Vérité* : « A bas le Front populaire ! », Trotsky s'oppose à cette formule. « Pour l'instant, explique-t-il, le Front populaire est un fait (pas pour longtemps). Notre mot d'ordre devrait être à cette étape à peu près : Chassons les politiciens bourgeois du Front populaire. » Il précise que le mot d'ordre doit être plus ou moins équivalent à celui de mai-juillet 1917 : « A bas les ministres capitalistes ! » On voit l'importance à ses yeux de ne pas opposer de manière abstraite le front unique au Front populaire : « On peut et doit combattre, dit-il, le Front populaire du dedans [en se basant] sur ses propres mots d'ordre. » Il insiste sur une formule qui lui semble résumer au mieux cette démarche : « Pour tourner le Front populaire contre la bourgeoisie, il faut chasser les bourgeois du Front populaire¹⁸. »

Les comités d'action

Fin 1935, Trotsky apporte un élément supplémentaire à la définition d'une orientation face au Front populaire : les comités d'action.

Après les explosions de Brest et de Toulon, Trotsky pense qu'il faut réactiver la bataille pour la grève générale et tracer la perspective de l'organisation indépendante des masses : « Le mot d'ordre "Chassez les radicaux" est juste, mais il est insuffisant, parce que vous n'indiquez pas les moyens de les chasser. Or, ces moyens sont indiqués par le VII^e Congrès du Komintern. La résolution concernant le fascisme préconise la création, partout où c'est possible, de larges organismes électifs des masses populaires (...) Ce qu'a été pour nous, pendant une certaine période, le mot d'ordre de "front unique", d'"alliance ouvrière", etc., le même rôle doit être joué maintenant par le mot d'ordre de la création d'organismes représentatifs de masse du front unique (en perspective des soviets). En novembre, il insiste : « Il ne s'agit pas ici de l'une des questions. Il s'agit de la question de vie ou de mort. Il faut trouver la formule pour ce mot d'ordre : comités locaux élus par les masses ouvrières (...) S'il y avait eu à Toulon un groupe suffisamment orienté pour lancer, au moment de l'explosion, le mot d'ordre clair et simple : chaque centaine d'ouvriers envoie un délégué pour le comité d'action toulonnais, la masse aurait certainement suivi cet appel (...) Je me réjouis de ce que la *Vérité* ait lancé dans son dernier numéro le mot d'ordre de comités d'action. Mais un seul article ne suffit pas. Il faut préparer une campagne, comme on l'a fait en son temps pour la milice ouvrière¹⁹. »

En novembre 1935, il écrit un article dans la

Vérité, dans lequel il explique la nécessité de comprendre « clairement la signification des comités d'action en tant qu'unique moyen de briser la résistance antirévolutionnaire des appareils des partis et des syndicats ». Trotsky ne substitue pas les premiers aux seconds : « Cela signifie-t-il que les comités d'action doivent remplacer les organisations des partis et des syndicats ? Il serait absurde de poser ainsi la question. Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, leurs groupements, leurs traditions, leurs organisations. » Si l'article s'intitule : « Pour les comités d'action, pas le Front populaire », la démarche proposée n'oppose pas directement les deux : « Le Front populaire défend la "démocratie" ? Qu'il commence donc par l'appliquer dans ses propres rangs. En d'autres termes : la direction du Front populaire doit directement et immédiatement refléter la volonté des masses en lutte. Comment la refléter ? De la façon la plus simple qui soit : par des élections (...) Chacun des groupes qui participent réellement à la lutte à une étape donnée et qui sont prêts à se soumettre à la discipline commune doit pouvoir influencer la direction du Front populaire avec des droits égaux. » Même l'expulsion des radicaux n'est pas mise comme préalable. Simplement, l'orientation est clairement affirmée : « Le Front populaire sous sa forme actuelle n'est rien d'autre que l'organisation de la collaboration de classes entre les exploités politiques du prolétariat – réformistes et staliniens – et les exploités de la petite-bourgeoisie – les radicaux. De véritables élections de masse pour les comités d'action chasseraient automatiquement les affairistes bourgeois du Front populaire et feraient ainsi sauter la politique criminelle dictée par Moscou²⁰. »

L'absence de constitution de comités va être un facteur qui pèsera lourd sur l'avenir, tant du point de vue de l'expérience qu'auraient pu accumuler des secteurs de masse qu'en ce qui concerne les liens que les révolutionnaires auraient pu tisser, en leur sein, avec la classe ouvrière.

« La révolution française a commencé »

Lorsqu'éclatent, après la victoire du Front populaire, les vagues de grève qui vont déboucher sur Juin 36, Trotsky se trouve en Norvège : expulsé de France dès avril 1934, il a quitté le pays en juin 1935. La chose est importante : il ne peut pas suivre les événements de près, ni avoir de contact direct avec ses partisans. Une différence nette apparaît avec les années précédentes, lorsqu'il traitait de façon extrêmement précise les questions d'orientation. Le texte clé de cette période est : « La révolution française a commencé. Les soviets partout ? D'accord. Mais il est temps de passer des paroles aux actes. » L'article, écrit le 9 juin, ne sera publié que dans la *Lutte ouvrière* du 18 juin²¹, numéro qui sera saisi sur ordre du gouvernement.

Il polémique d'abord contre ceux qui ne voient dans cette première vague de mobilisations que de simples grèves corporatives : « Ce qui s'est passé, ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution. » Il précise les perspectives : « La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté

la plus arrêtée. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe révolutionnaire. Il n'est pas besoin d'inventer des formes nouvelles (...) Il n'y a même pas à inventer un nom pour une telle organisation : ce sont les soviets de députés ouvriers. »

On sait que Juin 36 n'a pas vu se développer des soviets, ni même, sauf quelques expériences, des formes d'auto-organisation importantes. Certains, lorsqu'ils abordent ce texte de Trotsky, ont tendance à le traiter quasi uniquement du point de vue de l'erreur de pronostic. Si la question est réelle, elle est secondaire. Trotsky lui-même est revenu sur son appréciation. La question principale est celle de l'orientation qu'avance Trotsky : les soviets comme perspective immédiate et centrale. Elle est différente de celle du pronostic pour une raison simple : à supposer que le mouvement de Juin 36 ait été plus puissant, qu'il ait développé des formes de double pouvoir, reste à déterminer si l'orientation correcte pouvait se résumer à la seule bataille pour les soviets.

Ce n'est pas le terme lui-même qui fait problème. Trotsky n'avait pas le fétichisme des mots. Il s'est souvent efforcé d'avancer cette même perspective en prenant en compte les traditions spécifiques des différents mouvements ouvriers. Ainsi, en ce qui concerne l'Espagne, il parle souvent de « junte ». Le *Programme d'action* de 1934 parle, lui, de communes ouvrières et paysannes. Si en 1936, il emploie le terme de soviets c'est à cause de la résonance profonde qu'il a parmi les militants communistes et les travailleurs qui rejoignent le PC durant ces grèves. Il le dit explicitement lorsqu'il propose que les trotskystes donnent pour titre à leur journal *Soviets*²².

Que l'on emploie le terme de « soviets », « junte » ou « conseil ouvrier », le problème reste le même : peut-on centrer une orientation politique sur cette seule perspective ? Visiblement non, dans la mesure où une telle orientation risque de rester très propagandiste, à moins de croire, que comme en Russie en février, les soviets vont surgir quasi organiquement du mouvement des masses. Ni l'expérience de la classe ouvrière dans les années précédentes, ni les traditions du mouvement ouvrier français n'allaient en ce sens. On voit donc apparaître une espèce de coupure dans la démarche à laquelle Trotsky nous a habitués avec son élaboration concernant la France des années qui ont précédé.

« Ne pas apparaître comme des gêneurs »

Trotsky ne croit pas pour autant que la dynamique du mouvement des masses va laisser du jour au lendemain les réformistes et les organisations traditionnelles sur le côté. Il insiste au contraire, à plusieurs reprises, sur l'inverse. Prenons trois exemples.

◆ Le 9 juin 1936, il écrit : « Naturellement nous critiquons Léon Blum sans prendre de gants, mais également Thorez et consorts (...) sans engager bien entendu en aucune manière notre responsabilité à l'égard du gouvernement de Léon Blum, il nous faut néanmoins apparaître aux yeux des ouvriers, non comme des gêneurs, mais des gens qui veulent aller de l'avant (...) Ne plus faire des directions réformistes une critique académique et désengagée, mais s'adresser directement aux ouvriers communistes en partant de leur point de vue et du stade actuel de leur évolution²³. » Et le 21, à nouveau : « Nous devons

bien comprendre nous-mêmes que la prochaine grève sera, selon toute vraisemblance, dirigée non contre le gouvernement Blum, mais contre les ennemis du gouvernement (...) Nous ne mettons pas dans le même sac Léon Blum et les de Wendel et les de La Rocque. Nous accusons Blum de ne pas comprendre la formidable résistance des de Wendel. »

◆ Le 3 juillet : « Les grèves de juin démontrent à quel point sont fausses les théories ultra-gauches et sectaires suivant lesquelles les syndicats auraient "fait leur temps" et devraient être remplacés par d'autres organisations, ou suivant lesquelles il faudrait maintenant construire des syndicats nouveaux, authentiques, à côté des vieux syndicats conservateurs²⁴. »

◆ Le 19 juillet, Trotsky critique une formule de ses partisans qui parlent de « protection » du Front populaire. Il précise : « Quand nous disons que le moment n'est pas encore venu de combattre de front le gouvernement Blum, nous ne voulons pas dire là qu'il faille le protéger, mais seulement l'attaquer de flanc. Son flanc droit ce sont les radicaux (...) Le mot d'ordre ne doit pas être "A bas le gouvernement Blum !" mais "Il faut chasser les bourgeois radicaux du gouvernement Blum !" Voilà la nuance, elle est extrêmement importante pour cette période.²⁵ » L'insistance sur la nécessité de se battre pour chasser les radicaux est alors présente en permanence, sans que soit avancée une formule « positive », du type « gouvernement socialiste-communiste ».

Sans remettre en cause toute une démarche, il était bien sûr nécessaire, pour Trotsky et les trotskystes français, de réajuster leur politique en fonction de la victoire du Front populaire et surtout des grèves de mai-juin. Or, depuis la Norvège, Trotsky ne procède pas avec la même précision. Il juxtapose à l'appel à la création des soviets comme tâche immédiate, des conseils de prudence visant à éviter des dérapages « gauchistes » dans l'approche du gouvernement Blum. Comme s'il sentait qu'il y avait là un problème. Mais il ne définit pas une orientation politique qui, tout en tenant compte des nouveaux développements de la mobilisation, trace, à partir de l'état réel des rapports de forces au sein du mouvement et des formes d'organisation existantes, des perspectives de lutte pour le pouvoir.

En décembre 1938, Trotsky revient sur mai-juin 1936. Il explique qu'il avait raison d'écrire « la Révolution française a commencé ». Mais que « toute révolution commençante n'est pas non plus assurée d'un développement ultérieur ». Ce qui confirme que la critique pertinente de son texte ne porte pas sur le « pronostic » mais sur l'orientation qu'il fixait pour que, justement, cette révolution avance... Question que Trotsky ne traite pas dans ce bilan, où il se contente d'expliquer pourquoi les choses n'ont pas débouché : « La révolution a d'ordinaire besoin d'un rude coup de la part de la réaction pour faire un pas en avant décisif. Si la bourgeoisie avait répondu aux grèves avec occupation des usines et aux démonstrations par des mesures policières et militaires — et cela se serait inévitablement produit si elle n'avait pas eu à son service Blum, Jouhaux, Thorez et Cie —, le mouvement, à un rythme accéléré, fût parvenu à un degré plus élevé, la lutte pour le pouvoir se serait indubitablement posée à l'ordre du jour. Mais la bourgeoisie, utilisant les services du Front populaire, a répondu par un recul apparent et des concessions temporaires à l'offensive des grévistes, elle a opposé le ministère Blum, qui apparut aux ouvriers comme leur propre ou presque leur propre gouvernement.

*La CGT et le Komintern ont soutenu de toutes leurs forces cette tromperie*²⁶. »

Mais, précisément, c'est ce rapport des masses au Front populaire, dont par ailleurs Trotsky tient en 1936 le plus grand compte dans les conseils qu'il donne à ses partisans français, qui rendait inadéquate une perspective centrée uniquement sur la création immédiate de soviets !

L'orientation du POI

En 1936, les trotskystes français sont réunifiés dans le Parti ouvrier internationaliste (POI). Situation qui constitue un progrès important, mais tout récent, par rapport aux multiples et acharnées divisions antérieures. Pour les trotskystes français, là est bien la question principale. Quelle tactique adopter pour construire un parti révolutionnaire ? Comment maîtriser l'entrée dans la SFIO, puis la sortie pour affirmer un parti indépendant ? Comment les révolutionnaires, complètement isolés par la double offensive du PC qui, sur la lancée des procès de Moscou, fait la chasse aux trotskystes, et celle de la SFIO qui cautionne le premier et interdit la publication de leur journal, peuvent-ils trouver le lien avec la classe ouvrière ? D'autant que, par la force des choses, leur insertion est essentiellement intellectuelle.

Telles sont les questions fondamentales auxquelles sont confrontés les trotskystes français. Cela dit, tout en les remettant à leur juste place, il est nécessaire d'aborder d'autres problèmes : ceux qui ont trait à l'orientation politique développée au cours de ces événements ne prennent pas les mêmes précautions que Trotsky. Ainsi, dans un appel publié le 29 juin, dans *la Lutte ouvrière*, ils écrivent : « *La crise du régime en France a atteint un degré de maturation tel que le dénouement approche. L'étape décisive de la lutte pour le pouvoir est abordée.* » Sous le titre « *Les soviets partout* », la seule perspective avancée est celle d'une transcroissance directe et quasi immédiate des comités apparus dans les grèves en soviets. « *La grève terminée, ces comités doivent subsister et devenir des comités d'usine permanents, qui non seulement assureront le contrôle ouvrier, mais prépareront un plan de gestion entreprise par entreprise.* » Comités qu'il faut développer dans les quartiers, les casernes, etc. « *Il faut que ces comités soient reliés entre eux. Des congrès de comités par région, par industrie et pour tout le pays, tel est le moyen d'unifier, de coordonner, de développer toutes les luttes des masses travailleuses pour les porter jusqu'à la prise du pouvoir par les comités d'ouvriers, de paysans et de soldats, et par l'instauration du gouvernement des ouvriers et des paysans*²⁷. »

L'appel surestime la situation, d'autant que les grèves commencent à décliner. Erreur peu importante et sans doute presque inévitable. Plus décisif, par contre, le fait que le processus de lutte pour le pouvoir de développement d'un double pouvoir, est pensé en totale extériorité par rapport aux organisations traditionnelles. C'est une sorte de « schéma idéal » de la révolution prolétarienne qui est plaqué sur la réalité. Aucune prise en compte de la SFIO et du PC, aucune « interpellation » en direction de ces partis autour de tâches nécessaires n'accompagnent la dénonciation. « *Les vieux partis, écrit-on, qui vous ont parlé pendant des années de la révolution se mettent au service de la bourgeoisie ou sont complices d'elle.* » Rien non plus sur la CGT, dont on connaît le rôle joué dans la grève, sinon pour dire que « *les dirigeants de la CGT apportent leur concours* » au PC et à la SFIO. Constat d'autant plus frappant avec le recul que

l'on sait que les organisations traditionnelles, en particulier le PC et la CGT, se sont considérablement renforcées durant les grèves. Rien dans cet appel non plus sur l'exigence du départ des radicaux : il est vrai qu'une telle démarche en estompe l'intérêt. Une motion (18 juin) de la CA du syndicat de l'Isère de la Fédération générale de l'enseignement que popularise *la Lutte ouvrière* développe une logique analogue²⁸ : des comités aux soviets, pour « *l'instauration de la dictature des ouvriers et des paysans pour abattre le capitalisme et bâtir la société socialiste* ». A quoi s'ajoute l'exigence de « *l'expropriation pure et simple* » des banques et industries clés, sans que soit reprise la démarche par rapport au « plan » de la CGT que Trotsky avait développée dans l'intervention qu'il avait écrite pour le délégué de l'Isère en juin 1935. Juin 1936 était pourtant une situation assez idéale pour développer cette démarche afin de livrer une bataille de masse, avançant les éléments clés d'un programme anticapitaliste.

Les mêmes défauts se retrouvent dans les mois qui suivent : il ne se s'agit donc pas d'une attitude liée à l'accélération de la situation en mai-juin. Ainsi, en octobre 1936, le POI développe l'axe du contrôle ouvrier : réponse juste et classique à une situation dans laquelle la bourgeoisie essaie de remettre en cause les acquis des grèves, alors que le rapport de forces est toujours important pour la classe ouvrière. Mais le contenu du tract pose toujours le même problème : « *Il faut organiser solidement les comités d'usine, préparer le congrès national des délégués d'usine pour dresser méthodiquement le plan d'action général destiné à briser les manœuvres patronales, à réajuster effectivement les salaires et à instaurer le contrôle ouvrier sur la production*²⁹. »

Ici encore, la question est posée en totale extériorité par rapport aux formes d'organisation existantes, en l'occurrence la CGT. Dans *Juin 36*, Danos et Gibelin évoquent une autre approche possible lorsqu'ils parlent des délégués ouvriers mis en place par les accords de Matignon : « *Cette idée aurait pu être féconde si la CGT avait lié l'institution des délégués à la revendication du contrôle ouvrier sur les entreprises et avait combattu pour l'élargissement de leur compétence*³⁰. » De la même façon, dans le tract, la nationalisation des banques est avancée sans lien aucun avec le « plan » CGT. Il est vrai qu'à l'époque le POI fait peu de travail dans le syndicat.

Prenons enfin le problème du gouvernement au travers de deux articles de *la Lutte ouvrière*. Le 30 octobre 1936, les mots d'ordre finaux sont l'appel : « *A chasser les chefs radicaux pourris. A se rassembler dans un Front prolétarien révolutionnaire. A constituer leurs comités d'usine, de rue, de village. A préparer le plan de contre-offensive par le congrès des délégués d'usine*³¹. » Le 11 décembre on trouve le titre : « *Des cascades de capitulations ! Seul le gouvernement ouvrier et paysan ne capitulera pas !* », et comme dernier mot d'ordre : « *A l'organisation pourrissante du régime bourgeois, à ce gouvernement agonisant, opposé à l'organisation du pouvoir ouvrier, les comités d'ouvriers, de paysans, de soldats et leur gouvernement : le gouvernement des ouvriers et des paysans*³² ! »

La mention de l'exigence du départ des radicaux apparaît comme plaquée sur une démarche qui ne correspond pas à celle que Trotsky a souvent expliquée. Certes, le slogan « *A bas le gouvernement Blum* » n'est pas présent. Mais aucune démarche n'apparaît pour mettre en contradiction la réalité de la politique du gouvernement et la masse des travailleurs qui, à cette



Sur la terrasse des Galeries Lafayette : les vendeuses sont en grève.

époque, ont massivement renforcé la SFIO, le PC et la CGT. Sinon l'appel à un congrès de comités qui n'existent pas, dans la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan difficile à définir. On se rend compte que l'abandon, y compris par Trotsky, de la bataille pour un gouvernement socialiste et communiste, au profit de la seule exigence du départ des radicaux, peut facilement amener à contourner la réalité de l'existence des réformistes et des staliniens. Ce qui ne va pas sans conséquence sur la façon de tracer la voie de la lutte pour le pouvoir, trop réduite à la propagande pour un gouvernement ouvrier et paysan bien difficile à concrétiser.

En guise de conclusion

« Le défaut principal des trotskystes réside dans le fait qu'ils considèrent le schéma russe comme valable pour les autres pays et qu'hypnotisés par la prise du pouvoir par le Parti bolchevik, ils veulent observer la même marche pour arriver aux mêmes résultats. » Cette critique, faite le 17 juillet 1936, se retrouve chez beaucoup de révolutionnaires qui, d'ailleurs, en profitent souvent pour, dans le même mouvement, remettre en cause la perspective stratégique des conseils ouvriers : « Si en Russie l'idée du soviét de soldats, de paysans, d'ouvriers apparaissait comme évidente, indispensable, étant donné que toute autre organisation était inexistante, il n'en est pas de même dans les pays où le mouvement ouvrier a pu se développer dans un minimum de légalité et où, par conséquent, il existe des formes de regroupement profondément ancrées qui joueront un rôle prédominant dans le développement des luttes révolutionnaires³³. »

En avril 1937, Nin, le dirigeant du POUM espagnol et ancien compagnon de Trotsky, dira sensiblement la même chose : « Les formules de la Révolution russe appliquées mécaniquement nous conduiraient à l'échec du marxisme. La tactique est variable comme l'est la réalité (...) En Russie, il n'y avait pas de tradition démocratique. Pas de tradition d'organisation et de lutte dans le prolé-

ariat. Nous l'avons. Nous avons des syndicats, des partis, des publications. Un système de démocratie ouvrière. On comprend donc l'importance que les soviets eurent. Le prolétariat n'avait pas ses organisations propres (...) Notre prolétariat avait déjà ses syndicats, ses partis, ses organisations propres. C'est pour cela que les soviets n'ont pas surgi parmi nous³⁴. »

Nous ne voulons pas ici discuter du bilan des propres perspectives de ceux qui critiquent ainsi ce défaut principal des trotskystes, mais souligner un paradoxe. Si on étudie le travail d'élaboration stratégique fait par Trotsky, autour du *Programme d'action* de 1934, puis face au Front populaire, c'est le constat inverse qu'il faut faire. Trotsky a la volonté profonde — et la capacité — de prendre en compte l'ensemble des différences d'un pays comme la France d'avec la Russie de 1917, pour proposer une orientation politique qui n'est en rien une application mécaniste du « modèle russe ».

On le voit en France. On aurait pu le montrer pour l'Allemagne des années trente ou la révolution espagnole. Non seulement Trotsky ne « plaque » pas l'expérience de la Révolution russe, mais il prolonge et enrichit l'élaboration amorcée par les III^e et IV^e Congrès de l'Internationale communiste. Congrès qui cherchaient justement à adapter un certain nombre de principes stratégiques généraux aux pays d'Europe occidentale, dont la structure sociale et politique était radicalement différente de celle de la Russie. C'est même, dans cette période, le seul dirigeant politique d'envergure qui, dans la pratique, fait avancer dans ce sens l'élaboration stratégique³⁵. Même si sa référence constante à l'expérience russe, pour « justifier » son élaboration, voile partiellement l'originalité de son apport.

Le paradoxe est donc que certaines critiques apparaissent en partie fondées lorsque l'on regarde, par exemple, la propagande des trotskystes français en juin 1936. Vision « octobriste » elle-même confortée, comme nous l'avons vu, par certains textes de Trotsky. Il y a là quelque chose de profond qui résistera au travers des générations.

Antoine Artous

1. Signalons l'article documenté de Jean-Paul Joubert : « Trotsky et le Front populaire », in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 9, janvier 1983, qui traite surtout un aspect du problème (les radicaux et les comités d'action).

2. *Le Mouvement communiste en France*, novembre 1934, (p. 477). Voir aussi parmi de nombreuses formules : « Notre arme (...) c'est le contenu de l'unité ». Été 1934, *Œuvres*, tome 4 (p. 194).

3. In *Les Luttes de classes en France*, P. Naville, EDI (p. 436).

4. In *Programme de transition*. Editions de la Taupe rouge, 1977, réédité en 1983, éditions La Brèche. Ce programme, publié en juin 1934 dans *la Vérité*, a été rédigé en collaboration avec Trotsky.

5. *Le Mouvement communiste en France* (p. 419).

6. Un seul exemple : la façon dont il polémique contre le journal *la Commune*, de Frank et Molinier, qui mélange soviét et organisation communale au travers de la référence à la Commune de Paris, en oubliant que, dans le *Programme d'action* de 1934, la lutte pour le pouvoir ouvrier s'appelle « lutte pour la Commune ouvrière et paysanne » (*Œuvres*, tome 8 (p. 49)).

7. *Le Mouvement communiste en France* (p. 472).

8. « Le gouvernement ouvrier en France, le *Mouvement communiste en France* » (p. 215). « Sur la tactique de l'Internationale communiste ». IV^e Congrès in *Quatre Premiers Congrès de l'IC* (p. 159).

9. Résolution.

10. *Œuvres*, tome 3, janvier 1934 (p. 163).

11. *Œuvres*, tome 5, (p. 184).

12. *Idem* (p. 193).

13. *Le Mouvement communiste en France* (p. 484).

14. III^e Congrès de l'Internationale communiste, *op. cit.*, (p. 99).

15. *Le Mouvement communiste en France* (p. 83).
 16. Procès verbal du secrétariat international du 12 juillet 1935, *Cahiers Léon Trotsky* n° 9. Voir aussi l'article de Joubert dans le même numéro.
 17. Cité par Joubert (p. 39).
 18. Cité par Joubert (p. 37).
19. *Œuvres* tome 7, (p. 61), le VII^e Congrès du Komintern a eu lieu en juillet-août 1935.
 20. *Œuvres*, tome 7 (p. 181).
 21. *Œuvres*, tome 10 (p. 78).
 22. *Œuvres*, tome 10 (p. 72).
 23. *Ibidem*.

24. *Œuvres*, tome 10 (p. 152).
 25. *Œuvres*, tome 10 (p. 271).
 26. *Le Mouvement communiste en France* (p. 603).
 27. In *Révolutionnaires du Front populaire*. Jean-Pierre Rioux. 10-18, 1973 (p. 182).
 28. *Ibidem* (p. 179).
 29. *Ibidem* (p. 263).
 30. Petite collection Maspero, 1972, tome 2 (p. 91).
 31. In Naville, *op. cit.*, (p. 517).
 32. *Ibidem* (p. 521).
 33. Article du *Libertaire* in Rioux, *op. cit.*, (p. 194).
 34. Conférence faite à Barcelone in *Révolution espagnole*. Suppléments à *Etudes marxistes*, numéro 7-8. 1969.

A lire et consulter...

- Léon Trotsky : *Où va la France ? (Quatrième Internationale)*.
 Léon Trotsky : *le Mouvement communiste en France* (Editions de Minuit).
 Jacques Danos et Marcel Gibelin : *Juin 36* (La Découverte).
 Jacques Kergoat : *le Parti socialiste* (Le Sycomore).
 Jacques Kergoat : *la France du Front populaire* (La Découverte).
 Daniel Guérin : *Front populaire, révolution manquée* (Maspero).
 Jean-Pierre Rioux : *Révolutionnaires du Front populaire* (10/18).
 Georges Lefranc : *Histoire du Front populaire* (Payot).
 Georges Lefranc : *Juin 36, l'explosion sociale du Front populaire* (Juliard).
 Pierre Naville : *l'Entre-deux-guerres* (EDI).
 Jean Rabaut : *Tout est possible ! Les "gauchistes" français 1929-1944* (Denoël).
 Jean-Paul Joubert : *Révolutionnaires dans la SFIO* (Fondation nationale des sciences politiques).
 Michel Bilis : *Socialistes et pacifistes* (Syros).

A bas le blocus pour les gosses d'Espagne !



Marceau Pivert et la Gauche révolutionnaire : itinéraires...

Décriée ou mythifiée, honnie ou adulée, la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert est, en fait, mal connue. Elle représente pourtant un des courants les plus importants au regard des potentialités et des limites du mouvement ouvrier confronté à l'expérience du Front populaire. Autour de onze points, le présent article avance une série de remarques indispensables à une meilleure compréhension de ce courant.

1 Il faut tordre le cou à l'idée, fréquente dans nos rangs¹, que la création de la Gauche révolutionnaire, en septembre 1985, n'aurait été qu'une manœuvre d'appareil, simplement destinée à retenir dans la SFIO les militants combattifs que les « bolcheviks-léninistes »² pouvaient entraîner avec eux, en leur faisant miroiter quelque temps l'existence d'un pôle gauche à l'intérieur de la SFIO. Pour l'essentiel, les militants qui constituent alors la GR sont des militants honnêtes, Marceau Pivert lui-même au premier chef. Le goût de la « manœuvre » n'est jamais apparu, ni précédemment, ni par la suite, comme l'une des caractéristiques de ce noyau. Aucun élément de preuve, aucun témoignage, n'a jamais pu être recueilli confirmant la thèse de l'opération d'appareil. Aucun élément non plus ne permet de penser que Pivert aurait été manipulé de l'extérieur.

Les raisons de la rupture avec Zyromski sont publiques et sérieuses : il s'agit du désaccord concernant le ralliement de plus en plus ouvert de Zyromski à la nécessité de la « défense nationale », contre laquelle Pivert appelle au défaitisme révolutionnaire³. Principalement, la constitution de la GR exprime la radicalisation à l'œuvre au sein de la SFIO.

Les « bolcheviks-léninistes » ont à l'époque commis des erreurs qui suffisent à expliquer les mauvaises conditions de leur sortie de la SFIO, sans qu'il soit nécessaire d'y rajouter de « machiavéliques » opérations de la direction. Que la constitution, à ce moment, de la GR ait arrangé la direction de la SFIO, c'est possible, encore que pas certain. Que Pivert, pour qui les perspectives d'avenir se situaient à l'intérieur de la SFIO, ait bataillé pour garder dans sa tendance les militants tentés par les « bolchéviks-léninistes », c'est également certain, et assez normal. Mais c'est tout.

2 Il existe depuis longtemps une « gauche » à l'intérieur de la SFIO. Celle-ci, la Bataille socialiste, s'est constituée en 1927 pour mener le combat contre les tentations « ministérielles », en leur opposant le refus de principe de participation à un gouvernement bourgeois. Mais la Bataille socialiste est plus que cela : de filiation guesdiste affirmée, elle se proclame marxiste et se prononce contre la collaboration de classes.

La première rupture en son sein se fait après le 6 février 1934, entre d'un côté Zyromski et Pivert, favorables à l'unité d'action avec le PCF et, de l'autre, Paul Faure et ses amis, qui ne veulent pas entendre parler d'un rapprochement avec les communistes. La séparation de Pivert et de Zyromski marque donc la deuxième scission de la Bataille socialiste.

Pourtant la GR, telle qu'elle se constitue, emprunte fort peu à la Bataille socialiste. D'abord parce que la GR se constitue non pas comme un pan détaché de la Bataille socialiste, mais comme le regroupement des minorités de gauche dans le Parti socialiste. D'emblée, on trouve ainsi à la direction de la GR des anciens de l'Action socialiste, comme Jaquier, de Révolution constructive (Beaurepaire), de Spartacus (Lefevre). D'autres dirigeants sont des « personnalités » aux itinéraires encore plus compliqués : Boris Goldenberg qui vient du SAP allemand, ou Lucien Hérard, qui vient du PCF, et qui a été « souvarien ». Mieux encore : sont souvent quasi immédiatement promus à la direction de la tendance des hommes qui adhèrent à la SFIO à ce moment pour rejoindre la GR : Michel Collinet, qui a été trotskyste, puis proche de Doriot, Daniel Guérin, dont les références sont alors anarcho-sindicalistes. Seul peut se recommander d'une filiation avec la Bataille socialiste — ou plus exactement d'une fidélité plus ancienne à Pivert — le petit noyau de dirigeants pivertistes de la fédération de Paris, notamment les dirigeants du XV^e arrondissement.

La génération qui rejoint alors la GR a un point commun : elle est composée essentiellement de militants qui ont rejoint la SFIO à partir de 1934. Une base jeune et peu expérimentée donc et, surtout, une extraordinaire hétérogénéité politique dans la direction de la tendance qui, d'ailleurs, ne se résorbera jamais.

3 Le « pivertisme » est un courant « centriste », et du centrisme il possède à peu près toutes les caractéristiques. Le qualificatif rapide que lui accole Pierre Frank — « *c'était des sociaux-démocrates de gauche*⁴ » — n'apparaît pas très fondé. A l'inverse, le titre du livre de Jean-Paul Joubert, *Révolutionnaires dans la SFIO*, est source d'ambiguïté. S'il y a un courant qui a oscillé entre la réforme et la révolution, c'est bien le courant pivertiste.



4 L'une des caractéristiques du pivertisme est le décalage constant entre le discours et les actes. Ce décalage opère la plupart du temps — et en tout cas sur les questions essentielles — de la même manière : à ne regarder que le discours, le pivertisme apparaît extraordinairement révolutionnaire ; à examiner les actes, par contre, on ne voit guère que la platitude réformiste. Mais il arrive aussi que le décalage joue en sens inverse, témoignage du grand pragmatisme de la tendance.

Les pivertistes mèneront ainsi de courageuses batailles contre le Sénat, sans beaucoup s'interroger sur la question des institutions. Et ils armeront un très solide service d'ordre — les TPPS — sans guère avoir de débats sur la place de l'armement du prolétariat dans le processus révolutionnaire. A l'évidence, ce décalage complique l'analyse.

5 Le courant pivertiste n'a jamais eu une compréhension globale de ce que pouvait représenter une politique de front unique. Au mieux, il a jumelé une pratique de l'unité d'action au coup par coup avec de grandes déclarations emplies d'illusions sur la nécessité de l'unification organique. C'est fort tardivement — en fait à partir des leçons de la guerre d'Espagne — que les pivertistes commencent à jeter un regard lucide sur les pièges de la « réunification politique ». Et c'est de

manière assez sporadique qu'ils illustrent leur volonté d'unité d'action. En fait, c'est avant la cristallisation du pivertisme comme courant que Marceau Pivert et ses amis pratiqueront l'unité d'action de la manière la plus efficace. Ils jouent ainsi un rôle indiscutable dans la mise sur pied d'une riposte unitaire à l'émeute fasciste du 6 février 1934. Mieux : ils comprennent la nécessité d'asseoir cette riposte unitaire sur la constitution des comités de masse à vocation permanente. Ils sont ainsi — avec les trotskystes — à l'origine des premiers comités antifascistes (de « vigilance », « d'alliance ouvrière », etc. : les termes employés sont multiples). Mais, au congrès de la SFIO qui se tient à Toulouse, Pivert semble avoir relégué aux oubliettes la question de l'unité d'action. Seul, Claude Just, au nom de la petite tendance d'Action socialiste, pose le problème. Pivert non seulement se tait, mais vote finalement la motion « cassoulet toulousain » que défendent ensemble Blum, Paul Faure et Zyromski. Or, les silences de Pivert interviennent au moment où une première vague de comités commence à se constituer sur l'ensemble du territoire.

En fait, du moment où il se sépare de Zyromski jusqu'à l'expérience du PSOP, Pivert ne semble plus voir très clairement les points sur lesquels il serait possible d'en appeler à l'unité d'action. Sans doute y a-t-il à cela des explications.

La première est que Pivert ne dirigeait pas une organisation indépendante, mais un courant au sein de la SFIO. Les contingences tactiques limitaient incontestablement ses possibilités d'action. Remarquons cependant que pendant le bref instant où la Gauche révolutionnaire dirige la fédération de la Seine, les initiatives ne fleurissent pas non plus.

La deuxième est que les staliniens ménagent de moins en moins Pivert et que, en particulier après la création du PSOP, Pivert n'est pas traité très différemment des trotskystes : on est passé des injures aux attaques *manu militari* des meetings.

Qu'un tel contexte ne favorise pas l'éclosion d'une politique de front unique, c'est certain. Bien des initiatives étaient cependant possibles, à condition de concevoir le front unique comme une politique d'ensemble, tournée vers les masses, et non prisonnière des rapports d'appareils. A l'évidence, une telle conception faisait défaut à Pivert, et sa carence en ce domaine a largement facilité la mainmise stalinienne sur les nouvelles générations ouvrières qui naissaient au combat politique.

6 Lucidité et capitulations alternent de la même manière pour ce qui concerne le passage du « front unique » au « front populaire », et notamment pour ce qui regarde le Parti radical. Certes, dans les mois qui précèdent le Front populaire, Pivert partage la conception selon laquelle le Parti radical est bel et bien un parti bourgeois, et non le représentant de la petite bourgeoisie. Nous disons bien : partage. Car, à cette date, cette conception est également celle de Zyromski et du Parti communiste. Sur cette ligne, Pivert tiendra plus longtemps. Il écrit ainsi, en décembre 1935 (*Gauche révolutionnaire*, 10 décembre 1935) que l'alliance avec les radicaux est une trahison ; et René Modiano écrit en février 1936 : « Qui aurait pu croire (...) qu'un jour nous accepterions de voir à la même tribune les représentants des partis ouvriers et ceux des partis de la démocratie bourgeoise ? » (*Gauche révolutionnaire*, 25 février 1935.)

En effet ! Car la GR l'accepte finalement bel et bien.

Marceau Pivert approuve à la CAP, le 6 mai, la participation radicale au gouvernement, et les représentants de la GR font de même au conseil national du 10 mai.

Sans doute ce glissement prend appui sur l'analyse des résultats électoraux : de la minorisation du Parti radical, des progrès du Parti communiste et de l'instauration de la SFIO comme premier parti de la coalition, Pivert déduit que la participation radicale recèle désormais moins de dangers. Mais il renvoie surtout aux variations des pivertistes quant à la « formule du gouvernement ». Au début du mois de février 1936, elle se prononce contre toute coalition « *au pouvoir comme dans les élections* » avec le Parti radical. Mais sa motion laisse cependant la porte ouverte au désistement en faveur d'un candidat « *s'engageant à briser toutes les résistances des oligarchies économiques et financières* ». Certes, le 5 mai, Pivert propose encore que, si le PCF ne veut pas participer au gouvernement, il soit alors mis en place un gouvernement socialiste homogène. Mais sa conception a déjà évolué : hostile à la participation socialiste à un gouvernement radical, en fait il est à présent d'accord pour une participation radicale à un gouvernement dans lequel les deux partis ouvriers auraient une très large majorité. En mai, il franchit une nouvelle étape : bien que le PCF ait confirmé sa non-participation, il approuve de ses votes — et sa tendance également — la constitution d'un gouvernement socialistes-radicaux-néos.

Sans doute lui arrivera-t-il de mener par la suite des batailles courageuses : contre la participation au gouvernement du radical Chautemps, contre toutes les coalitions d'union nationale au profit desquelles Blum déploie alors ses efforts. Mais la logique est toujours la même : hostile à la participation à un cabinet « bourgeois », Pivert n'est plus hostile à une participation bourgeoise à un cabinet que dirigent les socialistes. Cette évolution, il la justifie au départ par l'idée que le mouvement des masses transformera le gouvernement de coalition avec la bourgeoisie en « gouvernement ouvrier et paysan ». En réalité, c'est sur l'appréciation même du Front populaire que porte l'erreur initiale.

7 Les trotskystes, quand ils abordent la notion pivertiste de « front populaire de combat », doivent faire preuve de modestie. Cette notion, après tout, fut un certain temps la leur, tant au niveau du secrétariat international que de la section française (voir l'article d'Antoine Artous). Reste qu'ils s'en dégagèrent, Trotsky les y aidant beaucoup, et que Pivert persévéra.

Daniel Guérin a donné de la conception pivertiste du « front populaire de combat » une interprétation qui nous paraît largement erronée. Le vocable front populaire, explique-t-il, « *recouvrait deux marchandises de nature fort différentes, sinon incompatibles* ». Il y avait ainsi le « front populaire numéro 1 », c'est-à-dire la « *mésalliance* » parlementaire et électoraliste, et le « front populaire numéro 2 », c'est-à-dire le « *puissant mouvement populaire* » : « *Nous étions, conclut-il, des adversaires résolus du front populaire numéro 1 et des partisans enthousiastes du front populaire numéro 2.* » Mais « *il fallait que nous fussions présents dans le numéro 1 pour le propulser et l'amener à se confondre avec le numéro 2. Nous avons trouvé une solution à nos difficultés en nous faisant les champions d'un front populaire de combat...* »⁵

En réalité, Pivert n'a jamais pensé que l'objectif était de « confondre » les « deux » fronts populaires, et encore moins qu'ils étaient incompatibles. Plus simplement,

Pivert raisonne « par étapes ». Ainsi, pour lui, le Front populaire est une étape nécessaire⁶. Décrivant ainsi l'étape « nécessaire » vers l'abolition du « régime d'exploitation capitaliste », il ne voit pas que la coalition ne s'est justement formée que pour éviter que le mouvement des masses ne mette en cause ledit régime d'exploitation.

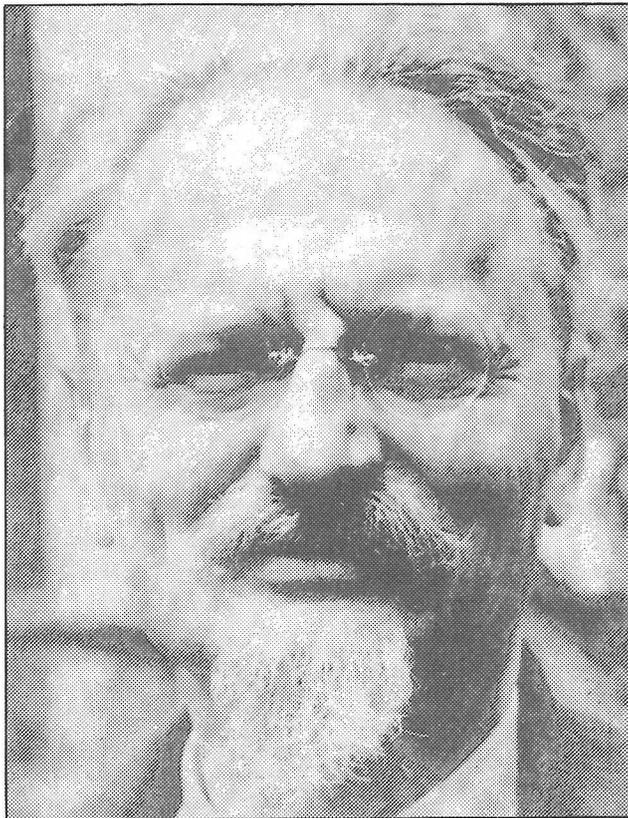
De ce point de vue, la politique que suit la Gauche révolutionnaire a une certaine cohérence. Logique, l'idée que cette étape doit être brève, et que le programme du Rassemblement populaire doit être intégralement appliqué dans les trois mois. Logique, le soutien au type de gouvernement que forme Blum. Moins logique peut-être la participation de Marceau Pivert à l'équipe gouvernementale, comme responsable du contrôle politique de la presse, de la radio et du cinéma. Mais ne s'agissait-il pas « d'accélérer » la réalisation du programme du Front populaire ?

Revenant en 1952 sur les leçons de l'époque, Pivert expliquera l'échec par un sophisme puisé dans le vieux sac à malices réformiste : ce sont les masses qui, alors, n'étaient pas révolutionnaires⁷. L'explication, à vrai dire, était déjà en germe dans les propos de 1936, dès qu'il s'agissait d'expliquer pourquoi cette « étape » était « nécessaire » : en raison du jeu parlementaire et de la « *volonté des électeurs* », répondait déjà Pivert⁸.



Marceau Pivert.

8 Cohérente aussi l'attitude des pivertistes pendant les grèves de Juin 36. Ce qui frappe dès le premier abord, c'est qu'ils y interviennent peu en tant que tels. Sans doute cela renvoie-t-il à des habitudes organisationnelles de la SFIO : il n'y existait alors aucune structure d'entreprise, uniquement des sections locales. Sans doute cela renvoie-t-il à la base sociale de la Gauche révolutionnaire, qui n'était certes pas spécifiquement prolétarienne. Mais il existe à la discrétion pivertiste des raisons plus profondes. La légende s'est ici emparée de la tribune libre de Pivert parue dans *le Populaire* et intitulée « *Tout est possible* ». La coïncidence des dates fait qu'elle est apparue comme un appel à l'action, un encouragement aux luttes. La vérité oblige à dire que paru alors quinze jours après les premières grèves sur le tas de Latécoère et de Bréguet, deux jours après celle de Bloch, ce texte contient pas une seule allusion aux occupations d'usine. En réalité, il n'est guère possible de porter au crédit du pivertisme une lucidité particulière. Aux limites qui apparaissent alors crûment, deux types d'explications peuvent être données.



Léon Trotsky.

La première explication concerne le travail de masse. Les pivertistes participent certes, là où ils sont, aux mouvements de grève. Mais ils le font en militants socialistes loyaux. L'absence de toute politique indépendante, de toute activité autonome, s'explique peut-être par les contingences tactiques d'une tendance interne à la SFIO. Mais en partie seulement, et le mal est en réalité plus profond. A travers la création de leur tendance, à travers la mise sur pied d'un bulletin interne à la SFIO, puis d'un organe public, les pivertistes ont peu à peu accédé à la compréhension de la nécessité d'un minimum d'expression politique autonome. Mais ils n'accéderont jamais à la compréhension que cette activité indépendante doit s'exercer aussi au plan social. Prisonniers de leur compréhension étroite de l'« indépendance syndicale », ils se refuseront à toute traduction coordonnée de leurs prises de position politiques. S'étant ainsi eux-mêmes coupé les mains, les militants de la Gauche révolutionnaire se contenteront d'« accompagner » le mouvement de juin : au pire, suivistes de la bureaucratie syndicale, au mieux, suivistes du mouvement lui-même. Cette incompréhension n'a rien de conjoncturel. Le PSOP, à sa création en 1938, décidera encore d'interdire à ses groupes d'entreprise « toute incursion dans le domaine syndical ». La rançon de ces carences n'apparaît pas seulement dans l'impossibilité de peser sur l'orientation du mouvement de Juin 36. Elle se traduit aussi par l'impossibilité de faire apparaître dans la CGT une tendance révolutionnaire quelque peu significative : au congrès de Nantes, en novembre 1938, quand l'opposition d'extrême gauche décide de se compter, elle obtient entre 0,3 % et 0,5 %. Dans ce fiasco, tous les courants qui se situent alors à gauche de la gauche ont leur part de responsabilité. Mais la responsabilité des pivertistes, seule force alors capable de cristalliser un tel courant, est particulièrement grande.

La deuxième raison de la discrétion pivertiste, encore

plus fondamentale, est liée à l'orientation politique. La Gauche révolutionnaire ne voit pas, en effet, dans le mouvement de Juin 36 la possibilité que s'ouvre une voie différente de celle que trace la coalition de Front populaire. Elle le vit comme un mouvement de « pression », comme la conjugaison harmonieuse de l'action directe et de l'action parlementaire. Elle considère que les accords Matignon représentent le « maximum » de ce que pouvaient obtenir les ouvriers en grève et se félicite de l'attitude « positive » du gouvernement. Bref, le mouvement de juin peut accélérer une étape au sein d'un *continuum*. Mais il ne vient pas à l'idée de la GR qu'il puisse dessiner un autre processus.

Du coup, quand les grèves repartent de plus belle après les accords Matignon, la Gauche révolutionnaire est désarmée. Elle expliquera alors la poursuite de la lutte par de stricts motifs revendicatifs, quelques questions ici et là pendantes, que n'ont pas totalement réglées les premières conventions collectives.

Sans doute, le durcissement gouvernemental (notamment la déclaration de Salengro du 3 juin) ouvre-t-il peu à peu les yeux de certains de ses militants. C'est d'ailleurs à cette occasion qu'apparaît pour la première fois une « gauche » de la GR. Colette Audry, puis Michel Collinet critiquent les déclarations de Salengro et celles de Maurice Thorez. La GR se posera dès lors en défenseur intransigeant des luttes ouvrières et des occupations d'usine, se heurtant de plus en plus frontalement à l'activité gouvernementale et aux prises de position de la direction du parti⁹. Elle nuance également son premier bilan des accords Matignon. Et elle commencera à tirer des conséquences sur le plan organisationnel. Dès le 28 juillet 1936, la GR demande à ses militants de mettre sur pied dans les entreprises des « noyaux socialistes ». Elle mènera par la suite une bataille courageuse pour transformer les « amicales socialistes d'entreprise » en instruments pour la lutte de classe, et y réussira en partie dans la région parisienne. Mais le mouvement de juin est alors depuis longtemps retombé. Daniel Guérin conclut sobrement : « *Nous avons raté le coche.* »

9 La révolution espagnole met en évidence les clivages qui commencent à exister au sein de la GR. Par la voix de Marceau Pivert, la position qui prévaut à l'extérieur est cependant celle de la « non-intervention ». Jusqu'à la fin de l'année 1936, Pivert approuvera ainsi la politique du gouvernement Blum et dénonce ceux qui préfèrent « harceler, accabler, solliciter, violemment le gouvernement qui ne pouvait guère faire plus qu'il n'a fait dans ce domaine¹⁰ ». Cette position, Pivert la justifie au moyen d'une de ses rares incursions dans le domaine de la révolution permanente. Il n'en est que plus frappant de voir qu'il n'utilise guère la notion à bon escient. Il insiste aussi, à juste titre, sur le fait que le processus en Espagne est « une révolution socialiste, et non la défense de la démocratie ». Il en tire la conclusion que la classe ouvrière internationale doit aider la révolution espagnole par « l'action directe ». Elle doit bien sûr fournir des armes, mais par la contrebande et l'action clandestine. Toute intervention des Etats irait à l'encontre du point de vue recherché : elle étoufferait le processus de révolution sociale. Pivert ne s'interroge absolument pas sur le fait que l'embargo et la fermeture des frontières ne facilitent guère l'action directe de la classe ouvrière. Il ne s'interroge pas non plus sur le fait que les classes ouvrières italiennes et allemandes ne disposent guère d'un rapport de forces leur permettant d'interdire les livrai-

sons d'armes « étatiques » aux franquistes. Et il ne s'interroge guère non plus sur l'ampleur des besoins d'armes des républicains espagnols. A cela, deux types de raisons.

La première est que Pivert a une vision erronée de la situation espagnole. Il écrit ainsi, le 15 décembre 1936 : « *La paix maintenue provisoirement permet à la révolution sociale de se développer à l'abri d'une victoire militaire probable*¹¹. » La deuxième, c'est que Pivert partage sur le fond l'analyse que fait alors Blum : l'intervention en Espagne, c'est la guerre en Europe, et cette perspective-là ne peut qu'encourager toutes les tendances à la militarisation française. L'intervention heurte ainsi profondément le vieux fond pacifiste de Pivert, dont nous verrons qu'il l'amènera bien plus près du « pacifisme intégral » que du défaitisme révolutionnaire.

Mais la position de Pivert est fortement critiquée, non seulement par le parti-frère — le POUM —, mais au sein de sa propre tendance. Dès la fin de l'année 1936, un certain nombre de militants de la GR (Prader, Collinet, Audry, Weil-Cunel...) fondent avec les zyromskistes le Comité d'action socialiste pour l'Espagne (CASPE). En janvier 1937, un référendum interne met Pivert en minorité. En mars, le comité directeur, par la plume de Michel Collinet, prend position contre l'embargo. En août, Pivert, en collaboration avec Guérin, écrit un article qui tente d'allier l'autocritique et la synthèse. Il y constate que la non-intervention n'a profité qu'aux franquistes et se prononcera pour la levée de l'embargo, mais reproche aux partisans de la levée de l'embargo de ne pas s'être posé la question : où vont les armes. Or, précise-t-il, « *aujourd'hui, elles sont arrachées des mains du prolétariat et de l'avant-garde révolutionnaire* ». Collinet avait depuis longtemps réfuté cet argument : le seul moyen de ne pas laisser les révolutionnaires espagnols prisonniers de Staline était de ne pas laisser à ce dernier le monopole de la livraison des armes.

Avant même que le débat ne soit achevé au sein de la GR, bien des militants de celle-ci se sont investis activement dans le soutien à la révolution espagnole : Collinet, qui met sur pied en France la presse du POUM, Jaquier, qui organise la contrebande d'armes et de matériel à partir de Perpignan, Edouard Serre, qui utilise abondamment ses fonctions à Air-France. Mais les positions de Pivert et les atermoiements qui ont suivi ont une conséquence précise : de la même manière que les carences de la GR avaient permis, en Juin 36, aux staliniens de capter la nouvelle génération ouvrière, de même elles laissent cette fois-ci le champ libre au PCF pour capter la génération qui a « *l'Espagne au cœur* ». La fermeté dont feront preuve les pivertistes, quelques mois plus tard, dans la dénonciation des crimes staliniens en Espagne ne changera rien à cette situation.

10 Les débats sur l'Internationale, et notamment les échanges de lettres entre Trotsky et Marceau Pivert, sont relativement connus. Ajoutons cependant que, derrière le cliquetis des polémiques tout entières tournées contre la IV^e Internationale, c'est l'idée d'internationale elle-même qui restait étrangère à Pivert. Des « partis frères », des « coups de chapeau », des colloques et des « coordinations » qui n'engageaient personne, bref, l'aimable dilettantisme du Bureau de Londres, tout cela lui convenait bien. Mais la nécessité de se placer d'un point de vue international, d'avoir une stratégie internationale et une organisation qui puissent l'incarner — avec le minimum de discipline que cela signifie — tout cela lui restait profondément étranger. En réalité, bien que ses

déclarations fourmillent de références à la révolution prolétarienne mondiale, l'horizon internationaliste de Pivert se bornait pratiquement à la nécessité de la « solidarité internationale ». La plupart des dirigeants de la Gauche révolutionnaire — à l'exception de Daniel Guérin — étaient d'ailleurs dans ce cas. Sans aucun doute, l'incompréhension manifestée à l'égard du bolchevisme en général, et du centralisme démocratique en particulier, entrainait en résonance avec la démarche hésitante des pivertistes au niveau international.

C'est sur la question de la guerre que les carences internationalistes des pivertistes apparaissent le plus clairement. Certes, au social-patriotisme de Zyromski, Pivert avait opposé le « défaitisme révolutionnaire ». Mais ce n'est pas pour rien que cette notion avait été écartée de la plate-forme constitutive de la Gauche révolutionnaire. Il y était bien question de « *tendre à transformer la guerre impérialiste en guerre civile* », mais la pression des « pacifistes intégraux » — c'est-à-dire d'un courant qui refuse toute guerre et accepte volontiers les alliances avec la « bourgeoisie pacifiste » — est déjà forte. La charte constitutive du PSOP éclaire la nature de ces pressions. Car si cette charte intègre l'amendement présenté par Lénine, Martov et Rosa Luxemburg en 1907 au congrès de Stuttgart de la II^e Internationale¹², le refus est par contre tout à fait explicite d'intégrer l'idée que, si la guerre éclate, le devoir de chaque prolétariat est d'œuvrer à la défaite de sa propre bourgeoisie et de prendre le pouvoir, *quelle que soit l'attitude prise par les autres prolétariats*. En fait, la charte du PSOP réserve toutes les possibilités dans le cas où tous les prolétariats concernés ne mèneraient pas la bataille contre leur propre bourgeoisie.

Au moment des accords de Munich, c'est la pression des pacifistes intégraux qui se révèle déterminante. Lucien Hérard écrit ainsi dans *Juin 36* : « *En définitive, nous avons la paix. Une paix fragile, éphémère, une paix bourgeoise et capitaliste, mais tout de même la paix.* » Et le PSOP signe l'affiche du Comité d'action syndicale contre la guerre qui, au nom du pacifisme, soutient de fait le gouvernement Daladier et se refuse à prendre position sur la défense des quarante heures. Initiative du PSOP qui ne va pas sans problème : Daniel Guérin, Weil-Curiel protestent, mais elle est approuvée par Marceau Pivert et par le conseil national du PSOP.

Toutes les possibilités ayant été réservées dans sa charte, le PSOP éclate ainsi en quatre courants quand son premier congrès aborde, en mai 1939, la question de la guerre. Michel Collinet plaide pour la nécessité de défendre les démocraties bourgeoises, tout en maintenant l'indépendance du prolétariat. Marceau Pivert est, semble-t-il, proche de cette position. Hélène Modiano et les pacifistes vont au bout de leur logique et déclarent la dictature fasciste préférable à la guerre. Daniel Guérin et les premiers trotskystes entrés au PSOP défendent le défaitisme révolutionnaire, tandis que Lucien Hérard défend une quatrième position, proche de celle des trotskystes, mais qui, sur la question de la défense de l'URSS, développe les positions qui seront celles de Burnham aux Etats-Unis. Les quatre positions obtiennent respectivement 31 %, 14 %, 31 % et 24 %. Ainsi divisé, le PSOP est complètement paralysé quand la guerre éclate, quelques mois plus tard.

11 La tendance fondée au sein de la SFIO, en octobre 1935, s'est transformée, le 8 juin 1938, en une organisation autonome, le Parti socialiste ouvrier



Septembre 1935 : miliciens sur le front de Cordoue.

et paysan. Pourtant, tout au long de son histoire, la question des rapports avec la social-démocratie a été au centre d'une série de débats. Il est vrai que, dès ses origines, par la nature de certaines de ses prises de position comme par la nature de certaines de ses composantes, la Gauche révolutionnaire est en partie un corps étranger au sein de la SFIO. Il est vrai également que les illusions sur la possibilité d'un « redressement » du vieux parti seront tenaces, notamment chez Pivert lui-même. Il est erroné d'expliquer un certain nombre de ses prises de position par des précautions tactiques. Ce sont au contraire les positions de fond qui expliquent les tactiques choisies.

Pivert explique ainsi que, pour lui, le parti révolutionnaire n'est pas à construire, qu'il existe déjà — c'est la SFIO —, et, parallèlement, accepte sans trop protester la dissolution de la Gauche révolutionnaire. La création du PSOP sera voulue consciemment par une partie de la gauche pivertiste, mais elle sera très largement imposée à Pivert, qui la verra davantage comme la sanction d'une exclusion injuste que comme l'aboutissement de la progression politique de son courant. Les critiques que formule, dès 1937, le POUM portent juste : « *La soumission de Pivert, même si elle n'empêche pas la scission — qui est fatale et certaine et se produira peut-être au prochain congrès du Parti socialiste — la rend difficile, la retarde et accumule les difficultés de la cristallisation du parti marxiste qui doit guider la classe ouvrière française sur le chemin de la révolution.* » (*La Batalla*, 27 avril 1937.)

De fait, la constitution du PSOP arrive trop tard, à la fois pour que les pivertistes puissent profiter de la

montée de la radicalisation ouvrière et pour que puisse s'organiser un débat susceptible d'homogénéiser un courant extraordinairement hétérogène.

Cette hétérogénéité du courant pivertiste pose la question de savoir si l'étiquette ne recouvrait pas en fait plusieurs marchandises. Il serait utile de réfléchir au cheminement de ce qui aurait pu être une réelle gauche pivertiste. Il est utile de mettre également en évidence la continuité d'une droite pivertiste, marquée par le pacifisme et la franc-maçonnerie, et dont Pivert a presque toujours initialement adopté les positions¹³, avant que la pression des faits ne le ramène vers le centre ou vers la gauche. Cette hétérogénéité est sans doute l'un des facteurs qui a empêché le courant pivertiste de jouer le rôle qui aurait pu être le sien dans la constitution d'un pôle révolutionnaire, disputant le terrain à la social-démocratie et, surtout, aux stalinien.

A l'examen des faits, il est clair que seul un rapprochement organisationnel entre les pivertistes, les trotskystes et le petit groupe qui, autour de Ferrat¹⁴, sort du PCF et publie *Que faire*, pouvait espérer constituer ce pôle. Les rythmes, on le sait, ont été différents. Seul le groupe de Ferrat opère son dégagement au moment opportun, c'est-à-dire en juin 1936. Les trotskystes sortent trop tôt de la SFIO, et sans pouvoir recueillir les fruits de leur activité. Les pivertistes en sortent trop tard, alors que le mouvement de masse est déjà retombé. La rencontre n'aura pas lieu et les pivertistes portent la principale responsabilité de ce rendez-vous manqué. Ce qui n'est pas une manière d'absoudre le courant trotskyste et Trostky lui-même des lourdes erreurs alors commises. Mais, c'est une autre histoire.

Jacques Kergoat

Jacques Kergoat vient de publier *la France du Front populaire*, aux éditions la Découverte.

1. Cf. l'interview de Pierre Frank, in *Sur le centrisme*, Cahiers rouges, n° 6. « *En réalité, il a ouvert la porte pour que nous sortions et l'a refermée pour que d'autres ne sortent pas, ça a été cela l'opération.* »

2. En novembre 1934, les trotskystes français ont décidé leur entrée à la SFIO. Ils y sont constitués en tendance, le Groupe bolchevik-léniniste (GBL), avec leur propre organe de presse, *la Vérité*.

3. « *Ceux qui pensent que l'internationalisme prolétarien peut avoir un sens en dehors du "défaitisme révolutionnaire" ferment les yeux sur les terribles expériences de ces vingt dernières années.* » (*Le Populaire*, 26 août 1935.)

4. *Sur le centrisme*, Cahiers rouges.

5. Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée* (Maspero).

6. Bulletin intérieur de la Gauche révolutionnaire, n° 4, avril 1936.

7. Préface à la réédition de *Où va la France ?*

8. Bulletin intérieur de la Gauche révolutionnaire, n° 5, mai 1936.

9. Le sommet est atteint lors de grèves de la métallurgie de mars 1938. Despillipon, responsable national des « amicales socialistes d'entreprise », demande, dans *le Populaire*, « aux socialistes et sympathisants socialistes d'abandonner un mouvement dont personne ne revendique la responsabilité »

et qui « *ne peut que créer des difficultés au deuxième gouvernement Blum* ». Le bureau fédéral de la Seine, où les pivertistes sont majoritaires, désavoue aussitôt cet article et distribue un tract qui se termine par : « *Salut aux métallos en grève. En défendant leur pain, ils protègent nos libertés et la paix.* »

10. « *Action directe pour l'Espagne et pour nous* », bulletin de la Gauche révolutionnaire n° 15, décembre 1936.

11. *Idem*.

12. « *Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la combinaison capitaliste.* »

13. Sur la participation au gouvernement, sur la non-intervention, sur la scission de Royan, sur l'adhésion du PSOP au Front populaire, sur la franc-maçonnerie, sur Munich...

14. Ferrat défend durant plusieurs mois des positions bien plus correctes que celles des pivertistes, avant d'adopter les positions zyromskistes et de rejoindre, fin 1938, la SFIO.

Les premiers congés payés.



Table ronde

Une alternative à la crise

*Frieder Otto Wolff (député européen, Grünen),
Henry Benoît (FGA),
Pierre Rème (LCR).*

Face à la crise capitaliste, existe-t-il des convergences entre forces différentes pour affirmer une alternative socialiste ? En lien avec les luttes, qui constituent le critère décisif, des débats sont nécessaires pour vérifier les points d'accord et de désaccord. La présente table ronde représente une contribution en ce sens. Elle a eu lieu à l'occasion de la « rencontre européenne sur les plans ouvriers alternatifs » qui s'est tenue à Bruxelles les 9 et 10 avril 1986. Cette rencontre était organisée par la « fraction Arc-en-ciel » du Parlement européen (Verts et alternatifs de RFA, Belgique, Pays-Bas, Italie), par la Socialist Society de Grande-Bretagne et la Fédération de la gauche alternative.

Pierre Rème. — Commençons par résumer l'analyse de la crise économique.

Frieder Otto Wolff. — Evidemment la crise est loin d'être finie. Trois signes montrent que nous sommes en train de vivre la troisième dépression de l'histoire du capitalisme. Le premier, c'est le chômage, qui se stabilise ou augmente dans les divers pays. Le deuxième, c'est la désindustrialisation dans les pays développés et la faim dans le tiers monde. Le troisième, c'est la crise écologique, qui dans tous les éléments de base, l'eau, l'air, le sol, produit des dégâts importants et en partie irréversibles.

Sans une restructuration profonde du mode de production capitaliste et des formes de production industrielle dans un sens social et écologique, contrôlées par les producteurs immédiats, il n'y aura pas de solution à la crise.

Henry Benoît. — Les débats, ces deux jours, l'ont montré : la réalisation des solutions alternatives est freinée par le chômage qui, non seulement dure, mais s'approfondit. Le modèle productiviste est arrivé à une impasse où il ne peut plus résoudre les problèmes de la crise capitaliste. Ce qui fait l'actualité de l'alternative, précisément, c'est une élaboration de solutions qui nous éloignent de la logique capitaliste dont on voit depuis des années qu'elle exclut les travailleurs de leurs emplois au profit

des investissements en innovations technologiques. Les biens de consommation courante aujourd'hui montrent que le capitalisme n'a pas trouvé les moyens de surmonter sa crise.

F. W. — Il ne serait pas souhaitable, d'ailleurs, que tous les Chinois, par exemple, s'achètent une Renault ou une Citroën : parce que cela créerait une masse de pollution et de destruction des ressources primaires essentielles. Ce serait insupportable pour la vie humaine du globe.

H. B. — Justement, l'interrogation que l'on doit avoir est bien là : la faim dans le monde, l'écart croissant entre les pays capitalistes et les masses de population frappées par la paupérisation absolue, au sens où Marx en parlait.

Une situation intenable

F. W. — On doit aussi remettre en question la notion de besoin. Je ne crois pas qu'il existe un besoin populaire d'avoir une automobile individuelle. C'est un besoin forcé. On peut voir aussi cela avec l'histoire des USA, où il existait un système de transports en commun développés, qui a été détruit systématiquement par les grands trusts

de l'automobile dans les années vingt et trente.

P. R. — Nous sommes donc au moins d'accord sur deux choses. D'une part, la crise capitaliste actuelle a des caractéristiques particulières. D'autre part, nous n'envisageons pas que la solution à cette crise surgisse de l'intérieur même du système. Bien sûr, pour développer une analyse et vérifier si elle est commune, il faudrait bien plus de discussion. Mais nous faisons un constat commun qui nous amène à agir pour une rupture avec ce système.

F. W. — On peut ajouter, d'ailleurs, un élément. La croissance des armements, avec la France en première ligne en Europe, la croissance très importante du capital spéculatif investi dans le crédit. Ces deux indices, brièvement, montrent une issue : la guerre. Une destruction de capital spéculatif apparaîtra nécessaire, de même qu'une destruction de capital productif à cause de la spéculation. Dans de telles situations, la solution classique est la guerre : la première grande dépression a été terminée par la Première Guerre mondiale, la deuxième par la Deuxième Guerre mondiale... Je vous laisse le soin de compléter la phrase.

H. B. — Je partage ce point de vue. D'autant plus que l'écart entre pays développés et sous-développés provoque une situation intenable. Pour maintenir une société duale à l'échelle mondiale il faudrait des rapports politiques d'une telle force que les solutions de violence, donc de guerre, se posent incontestablement.

P. R. — Le problème posé est double. Les acquis les plus traditionnels du mouvement ouvrier en Europe commencent à être attaqués : débat sur la suppression du SMIC en France, remise en cause du droit de grève en RFA, où il était pourtant très réglementé, politique de Thatcher en Grande-Bretagne. A l'évidence, une partie de la population d'Europe subit et subirait de plus en plus, dans la logique capitaliste, un retour de la misère dans une série de secteurs, les femmes sont et seraient de plus en plus renvoyées à la maison, au travail précaire ou à domicile...

F. W. — Cela se voit déjà dans une partie de la population, la plus marginalisée et la moins qualifiée.

P. R. — A ce premier aspect s'en ajoute un autre : comment peut-on poser en Europe le problème des pays sous-dé-

loppés qui subissent un capitalisme sanguinaire et la famine ?

F. W. — Disons au passage qu'il y a déjà la famine en Europe, par exemple au Portugal, où on ne paie pas les salaires aux ouvriers bien qu'on continue à les embaucher... Il y a à cette question deux niveaux de réponse. D'un côté la nécessité des luttes syndicales plus développées et renouvelées, qu'on discute dans cette conférence. Les syndicats ont un choix très simple : ou bien s'américaniser, se limiter à la défense des intérêts à court terme des salariés ayant un emploi stable, ce qui est le risque avec les syndicats allemands ; ou bien défendre leur force de négociation et de lutte en mobilisant aussi des catégories sociales qui, jusqu'ici, n'ont pas été intégrées au mouvement syndical traditionnel. Par exemple, la majorité des travailleurs productifs directs, les immigrés.

H. B. — Il faut un peu préciser. Les immigrés figurent, en France comme en RFA, dans les organisations syndicales au niveau des usines. L'essentiel des délégués, sur les chaînes de l'automobile, sont des immigrés. Ils figurent dans les organismes dirigeants des syndicats d'usine. Mais cela ne veut pas dire qu'ils ont un pouvoir directionnel, ni qu'ils le revendiquent. Souvent, les commissions « immigrés » servent de force d'appoint.

P. R. — On pourrait aussi souligner le peu de place des femmes dans les préoccupations des syndicats... Nous venons de mettre en lumière ce qui rend difficile la réalisation d'une véritable unité ouvrière. Mais, comment peut-on avancer une orientation réellement alternative ?

Une orientation alternative

F. W. — Au niveau syndical, la réduction du temps de travail est beaucoup plus essentielle que les plans ouvriers alternatifs. Ceux-ci, cependant, quand ils sont développés jusqu'à des objectifs de planification populaire avec une forte participation de la population locale et régionale, peuvent aider à intégrer les catégories sociales qui ne sont pas mobilisables à travers les thèmes classiques de la lutte syndicale.

De l'autre côté, il y a une grande nécessité d'organisations politiques. Là, il faut souligner la crise du marxisme : d'une certaine façon, il a manqué le rendez-vous de la deuxième grande dépression et nous a laissé une crise

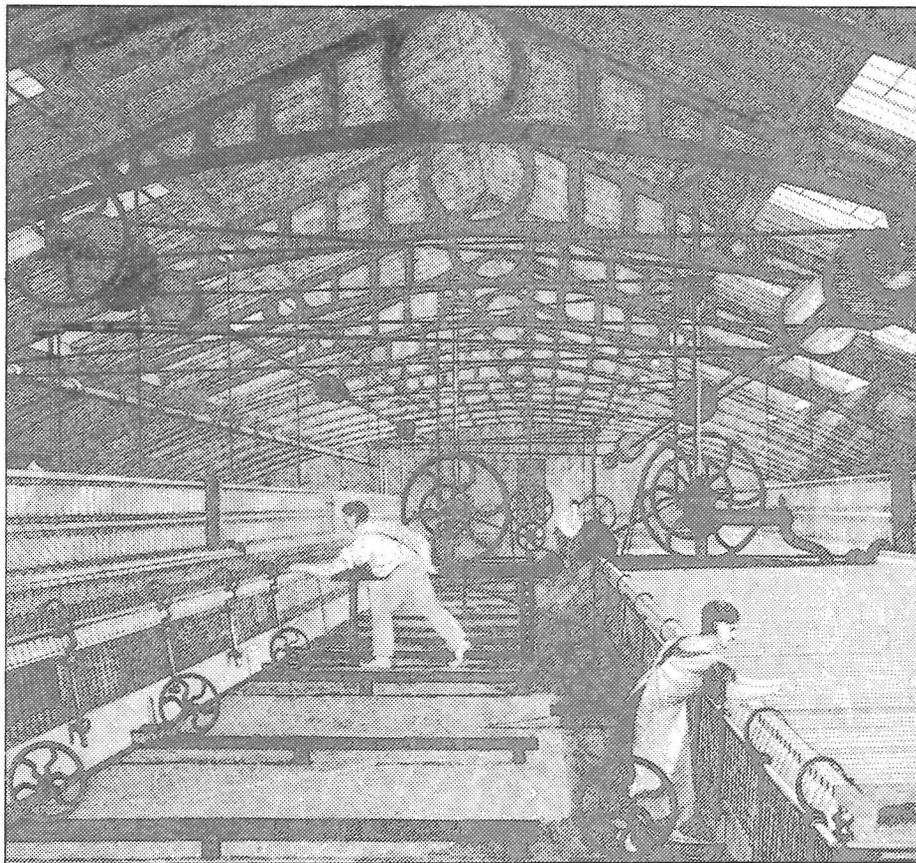
sans solution. Cela a eu un effet, dès le commencement de la crise actuelle, dans les années soixante : l'extrême gauche, aussi bien que la gauche traditionnelle, a été *grosso modo* incapable d'orienter politiquement les luttes actuellement nécessaires. Surtout incapable de se défaire d'un certain ouvriérisme, d'un certain économisme, d'un certain étatismisme traditionnel qui font obstacle à l'intégration des revendications nouvelles et nouveaux mouvements.

Je vois une unique solution à cela : que les revendications nouvelles s'organisent, non pas en dehors de la classe ouvrière, ce qui n'est pas possible, mais en dehors des organisations politiques traditionnelles de la classe ouvrière. Il sera nécessaire d'avoir un mouvement ouvrier nouveau, qui sera l'expression beaucoup plus directe des nouvelles catégories salariales, de leurs revendications qui sont structurellement différentes des revendications sociales et politiques tant communistes que social-démocrates.

Il faut d'ailleurs dire ici un mot de l'extrême gauche, qui a découvert d'une certaine manière les pratiques alternatives, mais sans dépasser une pratique qui reste instrumentaliste : comme autrefois on a instrumentalisé la question de la paix, on commence maintenant à découvrir la possibilité d'instrumentaliser la lutte féministe ou la production alternative. Les organisations qui commencent à jouer à cela vont découvrir un jour que ces mouvements vont en réalité jouer avec eux.

H. B. — Tout à fait d'accord pour dire que le modèle de nos organisations d'extrême gauche n'est pas celui à prendre en compte. On a besoin d'intégrer tout le large mouvement social. Peut-on, par exemple, aujourd'hui, concevoir un programme socialiste, un programme transitoire, qui fasse abstraction de l'écologie ? Cela implique des liens étroits avec un mouvement extérieur à l'entreprise. En ce sens, un intervenant italien a bien dit qu'« avant de développer un plan alternatif, il fallait développer une culture alternative ». « La critique des armes passe par l'arme de la critique », aurait dit notre père à tous.

Il y a un autre aspect, apparu dans une commission, au sujet de l'automobile. Des camarades des Grünen ont proposé l'objectif « la fin de l'automobile », remplacée par les transports en commun. D'autres participants ont souligné que ce n'est pas du tout la préoccupation des travailleurs de l'automobile en France, attachés au contraire à la poursuite de sa fabrication et à leurs emplois. Avec une contradiction nette : en courant après le dernier modèle, les



travailleurs de l'automobile accélèrent eux-mêmes le cycle de leur exploitation. Faut-il donc aborder l'élaboration d'une alternative à partir de l'écologie ou à partir de la remise en cause de la mono-industrie ? Dans le cas de Peugeot à Montbéliard par exemple. Ou bien faut-il l'aborder sous l'angle du marché et de la compétitivité inévitable, face à laquelle les travailleurs doivent défendre leurs propres perspectives ? Il y a là un problème concret de moyens pédagogiques qui débouche sur « l'automobile et les transports dont nous avons besoin » à partir de la critique des formes de compétitivité et des lois du marché.

F. W. — La solution est plus complexe. Je vais raconter une anecdote pour l'illustrer. Nous avons fait campagne pour la fermeture de l'usine Boehringer à Hambourg. Elle était dangereuse. Une seule solution, la fermeture pure et simple, avec un plan social. Les femmes des ouvriers nous ont téléphoné en nous disant que nous devions aller voir leurs époux et leur expliquer qu'ils étaient en train de se miner la santé en travaillant là. Il ne s'agit pas d'une contradiction entre hommes et femmes, mais de celle entre les dégâts créés par les usines et le fait d'y travailler.

P. R. — Sans reprendre ici la question d'une nouvelle force politique à construire, qui demanderait à soi seul

un débat, comme la question de la crise du marxisme, une remarque sur ces problèmes de mobilisation. Pour vérifier si, sur ce point, se dégage un accord entre nous. Nous ne voulons pas, à l'évidence, aménager le système capitaliste : on ne peut donc pas se contenter de revendiquer sans remettre en cause l'ensemble du fonctionnement du système avec ses conséquences sociales ou écologiques... En même temps, cela pose une question incontournable : il n'est pas possible de développer une logique alternative à partir de colloques savants ou de discussions sans lien réel avec les luttes de classe.

H. B. — Cela a été souligné, d'ailleurs, dans les interventions à cette conférence : il n'y a pas d'idées d'experts qui vailent la participation des travailleurs. Si des plans alternatifs ont un sens, c'est pris en charge par les luttes de masse.

La nécessité des luttes sociales

F. W. — Ce que nous défendons passe par des luttes sociales, qui vont être très dures. Je pense, par exemple, à la lutte des mineurs britanniques, que nous avons appuyée avec nos faibles possibilités. Cela a été un petit présage des luttes à venir.

Il faut bien mettre l'accent sur la nécessité de luttes sociales autonomes. L'encadrement des partis ouvriers traditionnels n'est pas apte, sur le plan politique ou programmatique, à orienter les luttes. Dirigées par ces partis, les luttes peuvent certes créer un contre-pouvoir, mais un contre-pouvoir déjà dominé par le respect du système.

P. R. — Si tu veux dire que les luttes ouvrières ou des mouvements autonomes doivent conserver leur indépendance par rapport aux partis gouvernementaux, bien d'accord. Il s'agit de bâtir un vrai rapport de forces, assez durable pour aboutir. Et pas seulement envoyer une délégation pour que les gestionnaires de l'Etat ou des municipalités s'occupent de tel ou tel problème. Cependant, une précision est nécessaire : si tu ne veux pas opposer un mouvement social à l'ensemble des travailleurs, tu es amené à te poser le problème d'une direction politique.

F. W. — On a peut-être là un désaccord profond. Je ne crois pas qu'une direction politique, même bonne, puisse diriger en fonction d'une vision politique d'ensemble.

P. R. — Qui a parlé ici d'une « direction éclairée » imposant ses décisions ? La question se pose, directement, ainsi : le mouvement défendant une alternative sociale et politique ne peut pas se passer de viser à construire l'unité ouvrière.

F. W. — Oui, c'est vrai. Cela passe par les idées défendues par une ou plusieurs organisations politiques, par leurs activités pratiques. Mais nous pensons surtout que les divers mouvements de lutte doivent dialoguer, s'autodiriger. Cela doit se faire dans la pratique et non pas à partir des projets et des calculs d'une organisation politique voulant tout centraliser.

H. B. — Je serais beaucoup plus nuancé. Il faut comprendre la dialectique entre la recherche de l'autonomie, qui est un aspect du mouvement social, et les organisations politiques. Un camarade de Londres a bien souligné comment, par exemple, le succès du parti travailliste avait été un élément important pour accélérer les demandes dans les quartiers. Dans un premier temps, souvent, une mobilisation essaie d'utiliser les pouvoirs en place, de s'adresser aux institutions, jusqu'au moment où ils réalisent que ces institutions servent d'autres intérêts et ne prennent pas en compte leurs aspirations. Nos camarades anglais, en même temps, ont souligné combien les reven-

dications des femmes et des immigrés, par exemple, doivent avoir leur autonomie.

F. W. — On ne peut faire totalement abstraction ni de l'existence de forces politiques ni de la nécessité de se diriger ! Je ne polémique pas contre l'idée d'une intervention des forces politiques, mais contre l'idée qu'une direction politique puisse dicter le but et tracer la voie. Là, pas d'accord.

P. R. — Bref, il faut mener les débats au cœur des mouvements et pas asséner des diktats au nom d'une autorité supérieure. Si vous voulez dire cela, je ne vois pas de désaccord de principe. Mais je voudrais une précision : nous devons viser à développer, dans l'activité, l'unité ouvrière et non pas accepter d'agir en laissant des mobilisations totalement juxtaposées. Sinon, aucun rapport de forces favorable n'est possible.

F. W. — C'est une dialectique difficile. Dans le cas de l'usine dont j'ai parlé, une partie des ouvriers voulait que ça continue. Il faut savoir accepter, parfois, de telles contradictions dans l'intérêt d'une unité plus dynamique pour le futur.

P. R. — Tu ne dis pas un mot sur l'emploi et sur les salaires des travailleurs...

F. W. — Entendons-nous. On peut reconverter bien des industries d'armement : la production est assez complexe pour cela. Mais certaines usines civiles ne peuvent être reconverties alors qu'elles sont dangereuses. Il faut les fermer. Mais nous défendons aussi toutes les garanties d'un plan social pour prendre en compte la situation et des emplois futurs pour ces travailleurs.

P. R. — Une fois cette question décisive précisée et pour faire comme souvent dans cette conférence, passons d'un exemple à une question d'ensemble. Y a-t-il un courant « vert-alternatif » à l'échelle européenne ?

F. W. — Il n'y a pas un courant mais des courants. Je ne crois pas qu'ils sont homogènes. Nous avons ici entamé un dialogue pour que les divers courants nationaux commencent à se comprendre un petit peu.

Cela dit, c'est une tâche devant nous de construire un courant alternatif au niveau européen. Pas dans le sens d'une énième internationale, mais dans le sens d'une concertation de mouvements nationaux capables d'agir ensemble. C'est réaliste dans un avenir proche, mais pas immédiatement.

Depuis plusieurs mois, les relations entre LO et la LCR, antérieurement fraternelles et, à bien des égards, exemplaires, se sont dégradées sérieusement. Les incidents survenus lors d'un meeting à Strasbourg servent à présent de prétexte à la direction de LO pour rompre les relations entre nos deux organisations. Après un volumineux échange de correspondance entre les deux directions, LO a rendu publique sa décision de rupture par une *lettre ouverte* des militants de LO à ceux de la LCR. La LCR n'accepte pas cette décision irresponsable.

Tel est le sens de la *lettre ouverte* adressée en réponse aux camarades de LO et diffusée lors de la fête de Presles. Critique communiste publiée ci-dessous ces deux lettres ouvertes. Nous tenons à la disposition des lecteurs éventuellement intéressés le dossier complet de la correspondance entre LO et la LCR, ainsi qu'entre LO et le SU de la IV^e Internationale.

Lettre ouverte aux camarades de la LCR

Camarades,

Comme vous le savez déjà, Lutte ouvrière a pris la décision de rompre les relations de direction à direction entretenues jusqu'ici entre nos deux organisations.

Nous avons pris cette décision à la suite de l'incident de Strasbourg où, durant une réunion électorale d'Arlette Laguiller, des militants de la LCR se sont conduits d'une façon inadmissible, ce qui en soi aurait pu être un incident sans lendemain si votre direction avait condamné immédiatement leur geste devant l'ensemble de nos militants et sympathisants respectifs.

Des camarades de notre direction qui, comme Arlette Laguiller, ont été témoins des faits avaient immédiatement mis votre direction au courant. Cette dernière ne peut donc pas dire qu'elle n'était pas informée des faits exacts.

La lettre de votre direction que

nous aurions espéré recevoir tenait en quelques mots. Elle aurait pu, si elle avait existé, être rédigée ainsi :

« Camarades,

« La direction de la LCR, informée des incidents regrettables créés au meeting d'Arlette Laguiller de Strasbourg le 4 mars, par des militants de la LCR, vous exprime tous nos regrets et nos excuses au nom de la LCR, et tient à affirmer publiquement et clairement que le geste de nos camarades est une initiative irresponsable, que nous condamnons fermement devant l'ensemble de nos militants et sympathisants respectifs. Nous vous assurons que nous prendrons toutes les mesures internes pour que cela ne se reproduise pas et pour que nos camarades de Strasbourg présentent aux vôtres leurs excuses et leurs regrets.

« Vous comprenez sans doute que l'attitude de nos camarades ne correspond ni à la politique de notre organisation, ni à ses règles morales, surtout envers une organisation avec laquelle nous entretenons des rapports fraternels. Nous sommes donc convaincus que cet incident restera sans lendemain et n'aura aucune conséquence défavorable sur nos rapports.

« Veuillez agréer, camarades, etc. »

Nous ajoutons que nous aurions trouvé normal aussi que *Rouge* parle de cette affaire, puisqu'elle a eu lieu devant trois cents personnes, la presse, la télévision locale et que *Libération* en fait état. Mais *Rouge* n'en a parlé, avec retard, que pour nous mettre, nous, fallacieusement en cause.

Pour rester correct envers nous, et dans le cadre de rapports fraternels, *Rouge* aurait pu écrire, par exemple :

« *Libération* a fait état d'incidents qui se sont produits au meeting d'Arlette Laguiller de Strasbourg le 4 mars entre les militants de la LCR et ceux de Lutte ouvrière. Ces incidents regrettables ont été le fait d'une attitude irresponsable de certains de nos camarades et nous avons présenté nos excuses à LO qui, étant donné le caractère abso-

Arlette Laguiller et Alain Krivine annoncent l'accord conclu entre la LCR et LO pour les municipales de 1983.



lument aberrant de ces incidents par rapport à l'ensemble des relations entre nos deux organisations, les a acceptées aussitôt. Les deux organisations affirment en commun que ces incidents ont été sans gravité aucune et n'ont absolument pas modifié les rapports entre Lutte ouvrière et la LCR. »

Voilà ce qu'aurait pu écrire *Rouge*, si la direction de la LCR avait voulu que nos rapports restent fraternels. Nous ne voyons rien d'humiliant dans cette attitude et au contraire rien que de très normal, même entre organisations qui n'auraient pas de rapports dits « fraternels ».

La direction de la LCR n'a pas voulu avoir cette attitude, et cela depuis plus de deux mois. Pourquoi ? C'était pourtant simple, conforme à tous les principes et de la plus élémentaire correction envers une organisation avec laquelle la direction de la LCR déclarait avoir des rapports fraternels.

Nous ne pouvons qu'en conclure que cette attitude obéit à un choix politique. Cela veut dire à l'évidence que la direction de la LCR veut avoir deux langages. Pour nous, c'est d'autant plus inacceptable que l'incident de Strasbourg vient après une longue série de faits semblables. Ou nous pouvons nous fier à ce que dit la direction de la LCR comme valable pour tous les militants de la LCR, ou nous ne le pouvons pas, et alors à quoi bon se rencontrer.

Aujourd'hui, un fossé s'est creusé entre nos organisations. Pour nous, il n'est pas question de reprendre des relations avec ceux qui tentent d'échapper à leurs responsabilités et qui, de plus, tentent de les reporter sur d'autres, en l'occurrence en accusant de façon mensongère notre SO d'actions, mal précisées d'ailleurs, qu'il n'a pas commises.

La prise de position publique dans les termes ci-dessus de la part de la direction de la LCR est un préalable élémentaire, sur lequel nous ne transigerons pas, à la reprise de relations entre nos directions et entre l'ensemble de nos militants.

Il n'est jamais trop tard pour bien faire. Mais il est évident que nous n'y comptons plus guère, que plus le temps passe, plus le fossé s'élargit et qu'aux textes ci-dessus, la direction de la LCR devra ajouter des excuses pour ne pas l'avoir fait immédiatement.

Nous vous réaffirmons cependant que le seul préalable à la reprise de nos relations directes entre directions et entre militants était et reste que la direction de la LCR écrive à LO à propos de Strasbourg dans les termes que nous demandons, excuses comprises. Il est trop tard pour que *Rouge*

revienne sur la question, mais, par contre, *Critique communiste* peut le faire.

Ce préalable rempli, les relations à tous les niveaux pourraient reprendre, ce qui nous permettrait de tirer un trait sur ce qui ne serait plus qu'un intermède et d'aller de l'avant vers une collaboration plus étroite. Nous soumettrions alors les propositions suivantes à la discussion de l'ensemble de nos deux organisations :

1. Les militants de nos deux organisations se réunissent en commun (à tous les niveaux : cellule, section, région, ville, etc., en fonction des structures voisines ou équivalentes de chaque organisation), au moins une fois par mois, de façon à tendre vers des cellules communes hebdomadaires. Chaque organisation conserverait son indépendance politique et les décisions ne seraient prises, séparément, par les militants de chaque organisation, qu'en ce qui les concerne. D'éventuelles décisions communes pourraient intervenir dans un cadre à délimiter et à définir en commun par les directions des deux organisations (par exemple au fur et à mesure des modifications de nos rapports et de nos politiques).

2. Création d'un hebdomadaire commun par la fusion de *Rouge* et de *Lutte ouvrière*, chacune des deux organisations prenant en charge la moitié des dépenses de l'hebdomadaire commun et conservant les produits de ses propres ventes. Chacune des deux organisations s'exprimerait sous son nom lorsque les politiques sont différentes, et en nom commun lorsqu'elles sont communes ou dans les domaines qui ne posent pas de problème particulier. La présentation et la mise en page devraient refléter clairement ce qui vient de chaque organisation ou ce qui est commun.

L'avantage immédiat serait de diviser par deux la charge financière et militante de la publication de nos hebdomadaires.

L'avantage politique serait de montrer que l'on peut agir en commun sur la base du programme trotskyste, tout en ayant des positions politiques sensiblement différentes. Nos camarades du Maine-et-Loire en font tous la démonstration depuis des mois en vendant en même temps *Rouge* et *Lutte ouvrière*, chaque semaine.

3. En ce qui concerne l'Internationale, Lutte ouvrière appartient à une tendance internationale qui existe dans plusieurs pays. LO s'est toujours interdit jusqu'ici de créer des groupes de façon volontariste, alors qu'elle le pourrait très facilement étant donné ses forces militantes et son capital politique indépendant remontant à plusieurs di-

zaines d'années. Elle estime que trop d'organisations trotskystes prétendument internationales ont agi ainsi, de façon artificielle, contribuant à valoriser des individus ou des organisations qui maintiennent la fiction d'une existence indépendante, mais qui ne sont pas toujours capables, politiquement et sur le plan de l'engagement militant, de développer leur organisation.

C'est pourquoi Lutte ouvrière propose de constituer un organisme international où les différents courants internationaux pourraient confronter leurs politiques et leurs méthodes d'organisation et les discuter publiquement, mais où chacun serait libre de définir indépendamment sa politique. C'est le seul moyen pour qu'en quelques années, une direction internationale, capable, acceptée et reconnue par tous, puisse voir le jour.

C'est pourquoi Lutte ouvrière et les organisations appartenant à la même tendance internationale proposent au secrétariat unifié, d'une part — organisation qui est certainement celle qui est la plus représentative de toutes les organisations trotskystes internationales —, et à la Ligue internationale des travailleurs — qui est une organisation qui a le capital politique et organisationnel le plus important en Amérique latine —, des contacts en vue de constituer un tel organisme.

Voilà, camarades, les propositions (et qui pourraient se discuter indépendamment les unes des autres) que nous vous faisons pour l'avenir immédiat.

Nous allons traverser, en France et peut-être dans le monde, une période politiquement difficile. Le rapprochement avec des groupes, des hommes, des organisations autres que ceux qui se réclament du trotskysme, n'est certainement pas possible dans cette période de recul, sans renoncer au programme révolutionnaire, au programme trotskyste car l'évolution de tous ces courants se fait vers la droite, ne serait-ce que vers la social-démocratie.

Par contre, il est vital que les organisations qui combattent sous le drapeau du trotskysme, même si elles ont des divergences importantes entre elles, sachent se rapprocher. Mais se rapprocher sans taire leurs divergences car c'est le seul moyen qu'elles ont de vérifier la justesse et l'efficacité des différentes politiques qu'elles défendent.

Nous vous adressons cette lettre ouverte, non dans un but de polémique, mais en visant un tel rapprochement.

Dans cette attente, veuillez agréer, camarades, l'expression de nos salutations révolutionnaires.

Le 10 mai 1986

Les militants de Lutte ouvrière

A tous les camarades de Lutte ouvrière



Camarades,

En votre nom, la direction de LO vient de nous adresser une « lettre ouverte » dans laquelle elle rend publique sa « décision de rompre les relations de direction à direction entretenues jusqu'ici entre nos deux organisations ».

Cette décision est grave et irresponsable. Nous ne l'acceptons pas. Pour notre part, nous ferons tout pour modifier cette situation de rupture en continuant à nous adresser à la direction, aux militants et sympathisants de LO comme à des camarades avec qui nous voulons entretenir des relations fraternelles, pour discuter politiquement de nos divergences, des tâches des révolutionnaires dans le contexte actuel et collaborer à leur mise en pratique le plus souvent possible.

Votre « lettre ouverte » nous annonce que ce type de relations, qui existaient entre la LCR et LO, est désormais impossible ; du moins tant que la LCR n'aura pas présenté des excuses publiques concernant les incidents survenus au meeting de LO, à Strasbourg le 4 mars.

Strasbourg et la LCR

Votre « lettre ouverte » ainsi que toute la correspondance que nous a adressé à ce sujet la direction de LO veulent faire croire que la LCR a organisé la perturbation d'une réunion publique de LO pendant la campagne électorale et qu'elle s'en justifie envers et contre tout.

Cela est parfaitement faux.

Voici ce que nous en disions dans notre dernière lettre (du 16 avril) au comité central et au comité exécutif de LO :

« Nous n'avons manifesté aucune duplicité à propos de cette lamentable affaire. Dès que nous avons été informés et que nous avons réuni assez d'éléments

d'information pour nous former une opinion sur les responsabilités dans les incidents de Strasbourg, nous en avons informé l'ensemble de nos camarades, tout à fait concrètement et par voie de courrier interne. Jusqu'à nouvel ordre, la LCR comme LO sans doute, règle ses affaires intérieures elle-même sans solliciter l'intervention ou l'arbitrage de personne.

« Parallèlement, par lettre à la direction de LO, nous vous demandions une rencontre pour régler ce problème au plus vite, entre organisations révolutionnaires ayant des rapports fraternels. Nos prises de position dans ces lettres et dans le bref article de Rouge (rédigé uniquement parce que vous aviez cru bon, sans nous en avertir, d'en rédiger un dans Lutte ouvrière) ne pouvaient vous laisser aucun doute sur notre opinion. Nous y affirmions que "nous ne contestons en aucun cas votre droit à organiser vos réunions publiques comme vous l'entendez et votre décision de ne pas avoir de débats avec la salle dans ces réunions". Ce qui signifie concrètement que pas plus à Strasbourg qu'ailleurs nous n'avons demandé à nos camarades d'essayer de prendre la parole quand ils n'y étaient pas invités. C'est pour cela que nous avons parlé du "regrettable incident" de Strasbourg. Cela méritait-il le type d'intervention de votre service d'ordre local ? A notre avis et nous avons bien le droit de vous en faire part aussi, ce n'était pas le cas.

« Vous n'avez jamais répondu à notre demande d'une réunion de directions pour régler l'affaire et, aujourd'hui, vous nous déclarez qu'aucune réunion n'est possible à cause de nos "mensonges". Quels mensonges ? Si vous en aviez la moindre envie, vous pouviez aisément comprendre quel était notre avis sur l'origine des incidents de Strasbourg. Si vous aviez accepté de nous rencontrer, vous auriez même pu l'entendre et lever tous les malentendus. Il vous est toujours loisible de le faire. Nous



Forum lors de la fête LO-LCR de 1985.

vous invitons à y penser sérieusement. Les relations entre nos organisations méritent cette tentative. »

Quiconque est de bonne foi aura du mal à lire dans ces lignes la duplicité, le mensonge et l'hypocrisie que votre direction nous attribue si généreusement.

Les incidents de Strasbourg — que nous regrettons, faut-il le répéter encore ? — ne font pas de nos camarades des « voyous » : aucune « lettre ouverte » ne nous fera jamais accepter ces injures. Tout militant de LO qui commet une erreur est-il un « voyou » ? Tout dirigeant de LO qui se refuse à mettre sur la place publique des affaires qui peuvent et doivent être réglées entre révolutionnaires est-il un « menteur » et un « hypocrite » ?

Avec votre « lettre ouverte », vous avez choisi de mettre cette affaire sur la place publique. Alors publiquement nous vous répétons :

1. Nous regrettons sincèrement ce qui s'est passé à Strasbourg, parce que nous n'avons jamais demandé à nos camarades, ni à Strasbourg ni ailleurs, de prendre la parole quand ils n'y étaient pas invités.

2. Ce qui s'est passé à Strasbourg est un incident qui ne se reproduira pas, parce que notre politique est et sera de respecter les modalités choisies par une organisation révolutionnaire pour organiser ses propres réunions publiques.

Tout cela est clair et, depuis longtemps, aurait dû suffire, à mettre fin à cette affaire, lamentable en effet.

Si ce n'est pas le cas, quelles peuvent bien être les raisons ?

Votre direction, en fait, se saisit de l'affaire de Strasbourg (sur laquelle nous venons de nous expliquer encore une fois) pour faire passer la nouvelle ligne qu'elle a visiblement décidé de mettre en pratique dans ses rapports avec la LCR. Cette ligne répond à une vision de la situation politique qu'on peut résumer de la façon suivante : les temps sont difficiles ; seuls les révolutionnaires prolétariens de LO parviendront à y survivre ; les autres, petits-bourgeois en tout genre (parmi lesquels il faut apparemment classer la LCR) vont se décomposer ; LO n'a donc rien à faire avec eux et la LCR. Elle est le noyau de la direction révolutionnaire que la classe ouvrière reconnaîtra comme la sienne dans les épreuves à venir.

Le tournant de la direction de LO

Cette conception, qu'on peut sans exagérer qualifier de triomphaliste, est sans doute à l'origine du refus de LO de conclure avec la LCR un accord national pour la campagne électorale de mars 1986. Plus gravement, elle est à la source du mépris qu'affiche la direction de LO, non seulement à l'égard de la LCR qu'elle croit pouvoir mettre en quarantaine, mais aussi de tout ce qui mûrit dans le mouvement ouvrier. Toutefois, celui-ci est secoué par une profonde crise d'orientation et de perspective où des milliers de travailleurs, après l'échec réformiste, cherchent une solu-

tion de rechange pour sortir de l'impasse.

A notre avis, la première responsabilité des révolutionnaires, c'est de répondre ensemble à cet enjeu-là, plutôt que de perdre leur temps dans de misérables querelles qui n'intéressent personne.

C'est pourquoi nous avons proposé à LO des listes communes pour les élections. C'est pourquoi nous proposons toujours que nos deux organisations envisagent tout ce qu'elles peuvent faire en commun, dans les entreprises et à l'échelle nationale, pour offrir aux travailleurs une réponse alternative à la capitulation social-démocrate ou stalinienne devant la crise du capitalisme.

C'est pourquoi, tout en défendant chacun nos propres positions, nous devons tout faire pour conjuguer nos efforts, dans les mobilisations et dans les luttes, dans les syndicats et les mouvements sociaux.

L'isolement sectaire ne mènera à rien. Le débat politique et la collaboration pratique fraternels, au contraire, sont les seuls moyens responsables d'amplifier l'audience des révolutionnaires dans la classe ouvrière, de gagner ses éléments les plus combattifs, de préparer les combats qu'il livrera demain. Voilà ce qu'il faut faire, tout en poursuivant l'indispensable discussion publique sur ce qui nous sépare.

Camarades de LO, n'êtes-vous pas persuadés vous aussi que cette ligne de conduite devrait être celle de tout révolutionnaire, aujourd'hui dans ce pays ?

Pour ce qui nous concerne, nous sommes prêts à reprendre immédiate-

ment les contacts entre nos organisations, de leurs directions nationales jusqu'aux cellules. De telles réunions sont nécessaires pour rétablir un cadre permanent de discussion des problèmes politiques et des possibilités d'activités communes.

Rétablir des relations fraternelles

Cette volonté existe de notre part. Existe-t-elle de la part de la direction de LO? C'est ce qu'il faut maintenant éclaircir. On ne peut rompre unilatéralement les relations, mettre des préalables à leur rétablissement, nous abreuver d'injures et, en même temps, faire croire que des propositions, telle celle d'un hebdomadaire commun, sont sérieuses; alors même que la direction de LO, jusqu'à présent, s'était toujours refusée à envisager la publication de simples feuilles d'entreprise communes de la LCR et de LO.

Seul le rapprochement dans la pratique de nos politiques (ou au moins de certains de leurs aspects essentiels) et de nos modalités d'intervention pourrait mettre à l'ordre du jour la discussion d'un éventuel organe de presse commun.

Sinon, ce journal « commun », mentionné par votre « lettre ouverte », ne peut être rien d'autre que l'addition des pages de *Rouge* et de *Lutte ouvrière*, sous une forme qui n'aurait rien d'attrayant pour des travailleurs intéressés par les idées révolutionnaires.

Ne mettons donc pas la charrue avant les bœufs! Reprenons les relations fraternelles que nous n'aurions jamais dû cesser d'avoir, discutons et travaillons ensemble. Sur la base des progrès éventuellement accomplis, nous pourrions envisager d'aller plus loin, à condition qu'une réelle convergence politique et pratique nous le permette.

Ce qui est valable au niveau national, pour la LCR et LO, l'est encore plus au niveau international.

Le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale est toujours prêt à définir des formes de collaboration avec LO (comme il l'a déjà fait), à partir du moment où les motivations politiques et organisationnelles de cette collaboration sont clairement énoncées. Mais votre « lettre ouverte » parle maintenant d'autre chose.

A quoi donc pourrait bien servir un organisme réunissant, outre LO et la IV^e Internationale, la LIT, c'est-à-dire le courant animé par la direction du MAS d'Argentine? Hier, cette dernière organisait une scission dans les rangs de la IV^e Internationale, après de multiples

aventures en Amérique latine, pour fusionner ensuite avec le PCI de Lambert dans un éphémère « Comité international ». Aujourd'hui, les divergences restent les mêmes avec cette organisation, son orientation et ses méthodes. Certes, cela n'empêche ni de discuter ni d'agir ensemble, si et quand c'est possible. Mais cela ne peut nullement nous conduire à consacrer une partie de notre temps et de nos ressources à un pseudo-regroupement des trotskystes dont rien ne peut sortir, ni en termes de politique ni en termes d'action.

Nous réunir de temps à autre pour en parler ne servirait à rien en l'état actuel des choses. Les désaccords sont connus et suffisamment importants pour que nous jugions, quant à nous, cette tentative dénuée de tout intérêt.

La direction de LO l'a fait à plusieurs reprises sans jamais parvenir au moindre résultat. Qu'elle essaye encore une fois, si elle y tient.

Nous, nous continuerons dans le cadre existant de la IV^e Internationale à défendre le projet de construction d'une organisation révolutionnaire internationale (où il y a évidemment place pour des désaccords), quelles qu'en soient les limites présentes. Et à partir de là, nous continuerons à collaborer avec toutes les forces révolutionnaires, sur la base de convergences et d'accords réels et non de déclarations générales sur le trotskysme.

La situation en France démontre amplement que de telles déclarations peuvent recouvrir des divergences interdisant toute collaboration. Il en va de même au niveau international.

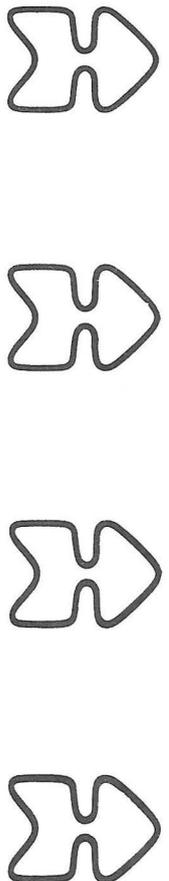
En revanche, avec LO, les conditions existent pour une telle collaboration. Nous y sommes prêts.

En souhaitant que vous ne preniez pas la responsabilité écrasante de la refuser, nous vous adressons, camarades de LO, nos fraternelles salutations révolutionnaires.

Le 17 mai 1986

**La Ligue communiste révolutionnaire
(section française
de la IV^e Internationale)**

ABONNEMENTS



CRITIQUE COMMUNISTE SPECIAL ETE

Un numéro double (août-septembre)
consacré à l'URSS et aux pays de l'Est

ABONNEMENT A DOMICILE	FRANCE DOM-TOM		ETRANGER
		450 F	500 F
1.- AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	160 F		
2.- SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	150 F		
3.- CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros			170 F

Nom :
Prénom :
Adresse :
Formule choisie : Réglement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil
Tél : 859 00 80

STAGE D'ETE DE LA LCR DANS LA REGION PARISIENNE

La LCR organise cet été un stage de formation d'une semaine dans la région parisienne. Ouvert à tous et à toutes qui s'intéressent aux positions défendues par la LCR, ce stage aura lieu du 28 juin au 5 juillet.

Parmi les thèmes qui seront traités : le PS et la social-démocratie ; le stalinisme et le PCF ; les révolutions en Amérique centrale ; la lutte antibureaucratique dans les pays de l'Est ; les origines de l'oppression et la lutte pour la libération des femmes ; le racisme et la montée du Front national ; la LCR et la construction d'un parti révolutionnaire en France ; la IV^e Internationale.

Les lecteurs et lectrices de *Critique communiste* désirant participer au stage, dont le prix est de mille francs tout compris, peuvent remplir le bulletin ci-contre, en joignant deux cents francs d'arrhes (chèques à l'ordre de la LCR) et l'envoyer à LCR-Formation, 9, rue de Tunis, 75011 Paris. Pour tous renseignements complémentaires, appelez le 43 67 62 62.

Des stages similaires seront organisés par la LCR dans d'autres régions. Pour se renseigner, écrire au journal.

✕

BULLETIN D'INSCRIPTION

Nom :

Prénom :

Adresse :

Profession :

Lieu d'emploi :

Syndicat :

Responsabilité syndicale :

En contact avec la LCR :

Age :

Sans contact avec la LCR :

Sexe :

- Une crèche-garderie peut être organisée pour les enfants.

- Je viens avec enfants, âgés de :

- On peut me téléphoner au numéro : de h à h.

Parlons chanson

Entretien avec Frank Tenaille
("Paroles et musique")
et Jean-Claude Klein ("Vibrations")



Le 10^e Printemps de Bourges a été un succès. D'aucuns affirment que la chanson périlite. Qu'en est-il exactement de cet art populaire par excellence ? Nous avons rencontré Frank Tenaille, rédacteur en chef de *Paroles et Musique*, et Jean-Claude Klein, coordinateur de la revue *Vibrations* qui ont bien voulu répondre à nos questions.

■ *Le 10^e Printemps de Bourges, ville dont la municipalité est communiste, a été un grand succès. Vous y étiez, qu'en pensez-vous ?*

F. Tenaille. — Le Printemps se déroule dans une municipalité communiste mais c'est une structure autonome, formée de gens issus de Mai 68 et qui ont travaillé avec Ferré, Lavilliers, Higelin et d'autres qui, au moment de la création de Bourges, étaient considérés comme marginaux par la profession. Pour son dixième anniversaire le Printemps est devenu, peut-être à égalité avec Avignon, le premier festival culturel de France : cent trente mille entrées, une progression de 30 % sur 1985, 13 millions de budget, deux cents spectacles couvrant tous les genres. D'après les sondages il y a dans le public 93 % de moins de 35 ans et 71 % de moins de vingt-cinq ans. Bourges qui, pour le show-biz, a toujours eu une spécificité très particulière, est devenu une énorme entreprise de spectacle employant six cents techniciens, entreprise qui a toujours cherché à concilier la qualité de la programmation, l'inédit du point de vue des musiques, le mélange des styles, en conservant un esprit iconoclaste. En refusant le hot-dog auditif qu'on nous sert, en assurant le pluralisme, Bourges a montré que le prêt-à-porter musical que nous offrent pas mal de médias n'était pas le passage obligé de l'avenir.

Jean-Claude Klein. — Bourges, c'est un croisement un peu hybride entre une aspiration conviviale, festive, voire à certains moments contre-culturelle — le mythe de l'amour partagé — et, d'autre

part, celle de la profession. Ce qui arrive à la musique populaire, c'est le besoin de disposer d'une vitrine. Et une vitrine ça n'existe pas uniquement pour se faire plaisir mais aussi pour se promouvoir. Il y a les deux aspects et c'est, je crois, inscrit dans l'évolution des structures lourdes de l'industrie culturelle. De toute façon, que les promoteurs de Bourges le veuillent ou non, ils sont obligés de composer avec cette réalité. Il ne faut pas être angélique, c'est une donnée de la situation.

■ *On voit aujourd'hui de véritables campagnes publicitaires, affichages monstres pour couvrir un concert, etc. La chanson, le show-biz semblent vraiment être devenus de véritables industries. Qu'en est-il exactement ?*

F. T. — Oui et non. Le budget du show-biz, terme qui prête à beaucoup de littérature, équivaut à peu près au budget d'une boîte comme Moulinex. Pour une industrie culturelle ce n'est pas énorme. Par contre, ce qui le devient, c'est tout ce qui tourne particulièrement autour des productions télé. Mais le show-biz en lui-même n'est pas une grosse chose. En amont, il y a quinze mille chansons éditées en France sur cinquante mille déposées à la SACEM¹, trois mille chanteurs en activité, mille disques de chanson édités par an. En aval, six mille discothèques, quatre-vingt mille galas de variété environ, cent soixante-dix mille bals, cinquante mille juke-boxes, des milliers d'auditeurs et de cassettes. Mais, si l'on compare au cinéma, on se rend compte que cela n'est pas colossal.

Paroles et musique, 28270 Brezolles.
Tél : 16 37 43 61 33. Abonnement un an (10 numéros dont un double) : 180 francs. Le numéro : 20 francs.
Vibrations. Editions Privat, 14, rue des Arts, 31068 Toulouse Cédex.
Abonnement un an (2 numéros) : 185 francs. Le numéro : 98 francs.

■ *On entend dire que la chanson, particulièrement la française, baisse. Est-ce vrai ? Et qu'est-ce que la chanson française ?*

J.-C. K. — Si on interroge les quinze-vingt ans, on s'aperçoit que le terme chanson recouvre pour eux des choses très variées. La « chanson » n'est pas un objet ou un genre stable et fermé. Comme phénomène social, la chanson a pris des formes très diverses à travers le temps et l'espace, ménageant presque toujours un balancement entre un côté utilitaire et un côté ludique. D'un côté, la chanson de régiment ou de guerre, comme la *Marseillaise* ou encore la chanson de combat comme *l'Inter*. Et de l'autre, la chanson que l'on chante pour soi. Balancement ou tension entre ce qui s'adresse à la tête et ce qui s'adresse aux jambes et qui est constitutif du genre. Pour en revenir à la chanson française des années quatre-vingt, on peut considérer que la qualité de la production prise dans son ensemble est supérieure à celle d'il y a vingt ans, le niveau des textes, des arrangements et de la musique, s'est notablement élevé ! Maintenant, si l'on considère que la force de la chanson c'est son lien immédiat à la société, sa capacité à traduire au jour le jour les attentes et les aspirations du corps social, il est bon de se poser la question de l'instance médiatique : en d'autres mots l'industrie et les médias ont-ils resserré leurs formes de contrôle sur le processus de création et sur la circulation de cette production ? La réponse ne peut être unilatérale, mais je pense qu'on y reviendra.

F. T. — Je voudrais revenir sur la notion de chanson, car, depuis une dizaine d'années, il y a débat de clerc sur le sujet, en fait un peu factice. C'est vrai qu'il y a trois gros groupes : la chanson à texte qui, dans la tradition française, fait référence, si l'on veut se situer, à Ferré, Montand, Trenet. La variété, qui peut avoir une connotation négative, mais il y a des auteurs et des musiciens de variété qui font d'excellents textes et mélodies, tout aussi honorables que ceux qui font de la chanson à texte ; il y a aussi le contraire. Et, en dernier lieu, il y a le rock qui est aussi un idiome et une culture particulière. Ces trois groupes s'interpénètrent et on a tendance, vu le rôle des médias, à considérer que la variété c'est ce qui est matraqué, ce qui a un look particulier. En fait, les barrières commencent à s'estomper dans la mesure où les règles du son, de la lumière, de la stratégie de carrière ont totalement été bouleversées depuis vingt ans. Quant à la crise de la chanson française, leitmotiv aussi de débats depuis dix ans ; non, elle ne s'est jamais



Damia, la tragédienne de la chanson.

si bien portée. Encore faut-il s'entendre sur ce qu'est la chanson française. Est-ce que Jeanne Mas, que je considère comme une excellente interprète, c'est de la chanson française ? Et Stephen Eichert et Daho ? Pour moi oui, comme Renaud, Bashung, Chedid, Sanson et aussi Angel Maimone qui fait du rock et Marc Seberg... Tous ceux-là font partie de la même culture, une culture musicale française qui a mis quelques années à chercher son identité, car la tradition a été frappée de plein fouet par le bouleversement médiatique. Il y a eu un passage à vide mais on peut dire que maintenant, au niveau du rock, de la variété, de la chanson il y a réussite et réappropriation des thèmes, des mots, des mélodies, du rythme et qu'une nouvelle identité musicale française, mais c'est aussi un phénomène européen, s'est formée.

J.-C. K. — On peut dire que la spécificité de la chanson française a diminué à mesure qu'elle participe de cette culture musicale commune dont la base est le rock. Il y a dix ans, quand on disait chanson française il était inutile d'ajouter française. En Allemagne, en Italie ou aux USA, dans certains milieux on savait ce que c'était. Ce n'est plus le cas. De ce fait, cette chanson s'exporte moins.

F. T. — C'est vrai qu'il y a quinze ans, au Japon, on parlait de Piaf comme des parfums et de la haute couture française. C'était une sorte de griffe particulière. Aujourd'hui c'est relativisé, encore que quand Téléphone fait une tournée aux Etats-Unis et partout dans le monde, on sait que c'est français, car ils ont une spécificité sonore française.

J.-C. K. — En ce qui concerne la chanson française, il faut tordre le cou à la question des quotas. Je ne pense pas

qu'à l'extrême gauche ce soit une « revendication » populaire, bien qu'il y ait des réactions un peu épidermiques par rapport au poids écrasant de la musique d'origine anglo-saxonne sur la bande FM. Une pétition poujadiste et xénophobe a été lancée par Henri Tisot et soutenue par *le Parisien libéré*. Elle aurait recueilli trois mille signatures. Elle s'en prenait à Jack Lang et aussi à Chirac, accusé de subventionner le Théâtre de la Ville, où passent des Sénégalais et des Iraniens, avec l'argent des contribuables, alors que les pauvres chanteurs français n'ont plus de salles où se produire et réclament l'instauration de quotas pour la chanson française. En somme, interdire Dylan et les Beatles et promouvoir Mireille Mathieu, chanteuse française, s'il en est.

■ *On aurait pu interdire Ronsard aussi, lui qui amenait les sonnets d'Italie !*

J.-C. K. — La musique est précisément l'art qui s'est fondé historiquement sur les échanges interculturels, qui est peut-être le plus poreux aux influences réciproques. C'est l'art du métissage culturel par excellence.

F. T. — Sur la question du protectionnisme, il y a un exemple : celui de l'Argentine de Videla, où il y a eu des lois protégeant le patrimoine culturel. La première année, les artistes ont bénéficié d'importants droits d'auteurs, la deuxième la production a commencé à s'étioler et la troisième année on ne produisait plus que de la soupe. A *Paroles et Musique* on a totalement refusé l'affaire des quotas. S'il est vrai qu'il existe des problèmes de perception des droits, de législation à l'étranger, on ne peut résoudre des problèmes esthétiques avec du juridisme. Et il est bon qu'une création, surtout sur le plan de

la musique, se confronte avec l'étranger. C'est un peu le même problème pour les subventions, les aides, les circuits privilégiés dans lesquels se produisent certains artistes dont la créativité et la qualité d'œuvre sont inversement proportionnelles au radicalisme des propos. On peut chanter en tract, cela ne fera jamais une bonne chanson, car la chanson est un art éminemment difficile dans lequel se crée un alliage particulier... Il est vrai aussi que ce qui nous vient de l'étranger, en rock ou dans les autres genres, n'est pas toujours le meilleur.

■ *Le public, lui, semble de plus en plus jeune et certaines vedettes semblent particulièrement rechercher cette jeunesse.*

J.-C. K. — Effectivement, mais cela n'est pas propre à la chanson, c'est une donnée présente dans tous les phénomènes culturels.

On constate des tendances relativement contradictoires. D'un côté, une relative segmentation des publics dans les radios et dans la presse, segmentation théorisée par les sociologues, et prônée sur le terrain par les spécialistes du marketing : c'est l'approche par format ou créneau. Mais, dans le même temps, alors qu'il y a recul relatif des désirs collectifs, les manifestations culturelles ne subissent pas le même sort et traduisent une aspiration au partage qu'il convient, sans précipitation, d'interpréter. Le phénomène de classe d'âge continue d'opérer, et la musique est l'un des vecteurs premiers de la reconnaissance de groupe : on se réunit ensemble et on vibre ensemble avec et par la musique. Le chanteur, le groupe, c'est, comme il y a vingt ans, le miroir, l'horizon culturel tendu au-dessus d'une génération. De ce fait, le garçon ou la fille qui fréquente les concerts peut, à un autre moment, porter un walk-man. Le côté fusionnel du concert et le côté isolement ne sont pas contradictoires car, dans leur tête, il y a un rapport qui est vécu entre ce qu'on écoute et le fait de savoir qu'on n'est pas le seul à écouter ce groupe.

F. T. — Je crois qu'il faut faire attention aux visions manichéennes. C'est vrai que la FM n'a pas rempli les espoirs que l'on attendait et, si l'on regarde la télé, par exemple la 5, c'est assez débilissant. C'est vrai qu'il y a segmentation et qu'il peut y avoir massification à l'occasion de certains concerts (Springsteen fait plus de cent mille personnes). Mais on s'aperçoit que le nombre d'informations auxquelles peuvent avoir accès les nou-

velles générations fait qu'il y a aussi un pluralisme auditif très important. Au « Printemps », j'ai été frappé par le grand concert de la nuit du jazz : huit mille entrées payantes et une moyenne d'âge de moins de vingt-cinq ans, donc un public qui n'était pas venu sur des noms qu'il ne connaît pas, qui n'est pas habitué à ce genre d'idiome. Et pourtant ils sont restés toute la nuit.

J.-C. K. — Oui, mais ça c'est aussi l'effet Bourges !

F. T. — Non, ce n'est pas seulement Bourges. Quand on va dans les concerts, on s'aperçoit que les jeunes écoutent du funk, du ska, du reggae, des musiques noires. Au-delà de certaines tribus — et il y en a toujours eu, il ne faut pas nous faire croire le contraire — liées à des types musicaux extrêmement précis, il y a un très gros public, très fêru de musique (cf. la vente des revues musicales) qui pratique un éclectisme, je dirais de bon aloi, et c'est plutôt réjouissant. On le voit avec le regain des scènes. On a parlé de crise de la scène, mais ça ne se passe pas comme prévu. C'est vrai qu'il y a des problèmes de soutien à certaines salles, les petites et les moyennes. Oui, mais en même temps on se rend compte qu'il y a une fréquentation accrue des concerts. Peut-être parce qu'une certaine musique sous cellophane, les phénomènes du vidéo-clip qu'on peut regarder en même temps, font que l'on a besoin aussi d'un certain vérisme dans les rapports. C'est vrai que cela joue très fort, mais je pense qu'il ne faut pas être pessimiste et voir toujours les Molloch de l'industrie phonographique car, paradoxalement, elle est très désemparée devant ces phénomènes. Et, si on regarde le marché européen, on voit que c'est en France qu'on est le plus désemparé par rapport au rock. Il y existe en effet quarante mille groupes, bons ou pas bons, mais c'est un phénomène social ; il y a toute une culture qui est en dissidence potentielle avec la culture officielle, et notamment celle des directeurs artistiques des grandes maisons de disques.

Il y a des centaines de groupes qui ont un public toute l'année, qui vendent cinq à six mille disques mais qui ne vont jamais dépasser la ligne des oliviers si, par exemple, ils se trouvent du côté d'Aix ou de Toulouse. Tout ça, c'est une culture qui existe et on s'aperçoit que ce public-là, d'une certaine manière, entretient une relation à la musique qui est un peu celle que l'on avait pu voir dans les années soixante-dix, même si les formes n'en sont pas directement repérables.



Côte à côte, les trois géants : Jacques Brel, Léo Ferré, Georges Brassens...

■ *Pour revenir un peu en arrière : quelle aide les socialistes ont-ils apportée à la chanson ?*

J.-C. K. — Leur politique a été assez intelligente, ils ont été les premiers à reconnaître la chanson comme une forme d'expression à part entière.

Concrètement, ils prirent quelques mesures intéressantes (création d'un fond, de soutien au spectacle vivant, aide à la formation notamment) additionnées de beaucoup de promesses. Mais le bilan existe là où, avant, il n'y avait pratiquement rien.

F. T. — C'est exact. Avant le bilan était voisin de zéro et là il y a eu une reconnaissance, pas tout à fait pleine et entière, de la chanson et du jazz, de la variété en général. C'était en terminer avec un paradoxe dans la mesure où c'est tout de même l'art populaire par excellence et que cet art n'avait quasiment pas droit de cité. C'est vrai que le bilan de Lang est assez colossal et ce n'est pas un hasard si la communauté musicale française de la chanson et du rock était derrière lui. Mais quand on regarde les chiffres de plus près, on voit tout de même qu'il y a un certain retard en France par rapport, par exemple, à l'Espagne ou à l'Italie. Il faut connaître la répartition de ces aides ; 6 millions étaient alloués au jazz, 9 à la chanson, 42 à la danse, 171 aux orchestres et 376 au lyrique, dont 300 pour le seul opéra. Je veux bien que l'opéra représente la grande culture française mais ça signifie tout de même que le budget variétés, chansons, jazz représentait quinze jours de fonctionnement dudit opéra : c'est un chiffre assez parlant et qui montre les limites. Il est vrai que les problèmes d'aides se posent de manière différente pour le lyrique et le rock, qui a surtout besoin de lieux de répétition. Sur ce

plan, Lang a fait un effort, de facilités d'accès au parc d'instruments. Le rock, en tant qu'industrie, et c'est une industrie qui peut rapporter gros, a besoin pour se développer de mesures, d'initiatives. Cela dit, il faut quand même ramener les choses à leurs justes proportions.

■ *Comment voyez-vous la fonction sociale de la chanson, telle qu'elle existe aujourd'hui, et son avenir ?*

J.-C. K. — La question est complexe, la réponse dépend de ce qu'on attend de la chanson et de la façon dont on la positionne dans le champ culturel et social en général. Il y a deux éléments qui me semblent importants. D'une part, la pratique musicale, qui implique d'être acteur et pas seulement consommateur. Dans ce domaine, même si cela se manifeste surtout chez les jeunes générations, au travers de la forme où celles-ci se reconnaissent le plus massivement, à savoir le rock. Il y a augmentation de la pratique musicale. C'est un phénomène qui est positif. D'autre part, puisque nous vivons dans un système médiatisé, il y a l'univers du spectacle, marquée par la prééminence du son, de la rythmique et du visuel, alors que la tradition française valorisait surtout jusque-là l'élément verbal et mélodique. Cette prééminence du son entraîne une certaine relativisation du poids des mots, il y a une perte du sens et de la fonction critique et surtout poétique de la chanson qui, à un moment donné, était surévaluée, au bénéfice d'un rapport plus immédiat, et non pas média, au corps.

F. T. — Maintenant, on écoute certaines chanteuses des années cinquante, c'est rétro et sympathique, mais il faut savoir qu'elles chantaient des bluettes

confondantes de connerie. Il y avait dans le passé l'égal d'aujourd'hui. Cela dit, la musique, et particulièrement la musique populaire, est très sensible à l'actualité, aux événements de la vie de tous les jours. On n'est pas dans les années où chantaient Dylan et Baez, mais les contradictions, qui sont beaucoup plus voilées, apparaissent d'une certaine manière chez les acteurs musicaux. J'en veux pour preuve le phénomène des campagnes Ethiope, des Band-aid, et ce qui me frappe c'est cet engagement de musiciens d'un peu tous les pays sur une multiplicité de terrains. Par exemple le phénomène Red Wedge, regroupement d'une cinquantaine de groupes, dont Jimmy Somerville, Working Week, Paul Weller, Robert Wyatt, Sade, etc. qui s'est formé après la grande grève des mineurs et qui remet en cause la politique de Thatcher. Dans ce regroupement, certains soutiennent les travaillistes, voire leur aile gauche, d'autres sont plus radicaux et mettent en cause d'autres déterminations économiques de la société anglaise. Il y a eu l'affaire du disque *Sun City*, monté par une cinquantaine de musiciens, et non des moindres, pour protester contre l'apartheid et cela en liaison avec le grand mouvement existant là-bas depuis près de deux ans. Je sais que les Américains envisagent de faire un disque pour dénoncer la politique de Reagan en Amérique centrale. Il y a donc un engagement des musiciens dans de nombreux pays et sur une multiplicité de terrains. Si on prend The Pogues, ils parlent d'une Angleterre cassée, aux usines fermées et de la bourgeoisie de l'Empire qui part en lambeaux. Lluís Llach, ou les chanteurs portugais, parlent de l'OTAN, de la militarisation du Sud. Charlélie Couture chante contre la drogue et Zappa contre la censure. Talking Heads verse tout son fric à Amnesty et Dylan va chanter pour les petits paysans américains. En Afrique, il y a eu le groupe Jéricho pour la libération de Fela. Il y a donc une activité multiforme intéressante et qui trouve un écho dans les publics. Moi, je trouve que ce sont nos Dylan des années quatre-vingt. On peut penser ce qu'on veut, mais on ne peut pas leur faire un procès, ils sont de leur époque. Il ne faut pas s'arrêter à certains éclairages donnés aux concerts : c'est l'arbre qui cache la forêt. Il y a une pertinence dans leurs textes et un travail musical qui cherche à sortir un peu de la tradition rock primate, et ça c'est intéressant.

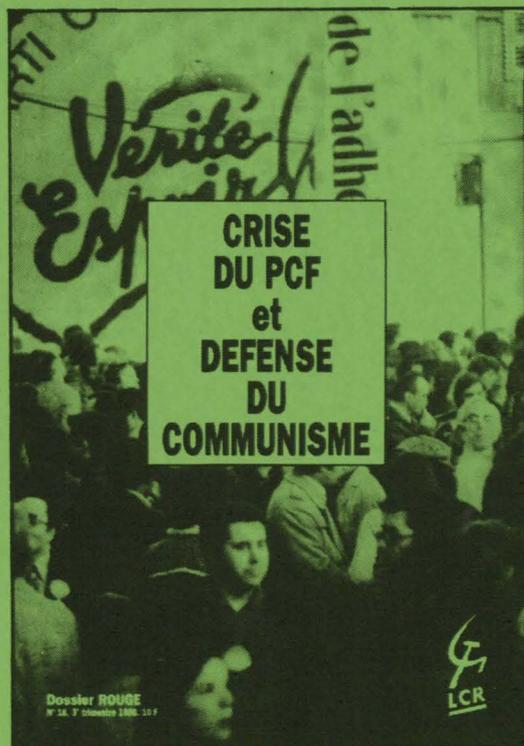
Propos recueillis par Alexis Violet

1. SACEM : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.



LA PRESSE DE LA LCR
ET DE LA
IV^e INTERNATIONALE

- ◆ Rouge
- ◆ Critique communiste
- ◆ Inprecor
- ◆ Quatrième internationale
- ◆ Les Cahiers du féminisme



Vient
de
paraître

librairie
la brèche

9 rue de Tunis 75011 PARIS, M^o Nation
Heures d'ouverture
lundi: de 14h à 20h
de mardi à samedi:
de 12h à 20h



**Critique
Communiste**

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tél : 48.59.00.80
Directeur de la publication : Christian Lamotte. Imprimerie Rotographique.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551